

FICHES DES PROJETS FINANÇÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025**DAGRI****1. PROPOSITION DE PRET POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DU PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EXPLOITATION D'UNE UNITE DE TRANSFORMATION DE FEVES DE CACAO DANS LA ZONE INDUSTRIELLE D'AKOUE-ZEUDJI PK 24, PAR LA SOCIETE JB COCOA CÔTE D'IVOIRE SA****Objet**

Le projet porte sur la mise en place et l'exploitation d'une unité industrielle de transformation de fèves de cacao en produits semi-finis et finis (pâte, beurre et poudre de cacao) en Côte d'Ivoire, à travers la société **JB COCOA CI SA**. Il vise à renforcer la chaîne de valeur cacaoyère nationale par une transformation locale accrue de la production.

L'objectif principal est de contribuer à la valorisation locale du cacao ivoirien et à l'industrialisation de l'économie. De manière spécifique, le projet vise à :

- accroître les capacités nationales de transformation du cacao ;
- améliorer la compétitivité et la valeur ajoutée des exportations ;
- stimuler l'emploi industriel et les revenus des producteurs ;
- soutenir la diversification économique et la transformation structurelle.

Justification

Bien que premier producteur mondial de cacao, la Côte d'Ivoire exporte encore une part significative de sa production à l'état brut. Le projet s'inscrit dans la stratégie nationale de transformation locale des matières premières et dans les priorités de la BOAD en matière d'industrialisation, de création de valeur et d'emplois. Il contribue également à la résilience de l'économie face à la volatilité des prix internationaux des produits primaires.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Le projet permettra :

- la création directe d'emplois qualifiés et semi-qualifiés au sein de l'unité industrielle ;
- la création d'emplois indirects dans les secteurs du transport, de la logistique, de l'emballage et des services ;
- l'augmentation de la valeur ajoutée locale et des recettes d'exportation ;
- le renforcement des revenus des producteurs à travers une demande accrue de fèves ;
- la contribution à la balance commerciale et aux recettes fiscales de l'État.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût global du projet (15 Mds FCFA) couvre les investissements industriels (équipements, bâtiments, infrastructures), les besoins en fonds de roulement et les frais de mise en exploitation.

Le schéma de financement repose sur :

- un apport en fonds propres du promoteur ;
- un concours financier sollicité auprès de la BOAD ;
- d'éventuels cofinancements bancaires et partenaires financiers.

Ce montage vise à assurer la viabilité financière du projet et sa mise en œuvre durable.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025**2. PROPOSITION DE PRÊT À COURT TERME EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ BURKINABE DE FIBRES TEXTILES (SOFITEX) SA POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DE LA CAMPAGNE COTONNIÈRE 2023-2024 AU BURKINA FASO****Objet du projet**

L'opération porte sur la reconduction d'un prêt à court terme de 15 milliards FCFA en faveur de la Société Burkinabè des Fibres Textiles (SOFITEX SA) pour le financement partiel des besoins résiduels de la campagne cotonnière 2023-2024, notamment le paiement du solde dû aux producteurs pour la collecte de 50 000 tonnes de coton graine.

Objectif de l'opération :

L'objectif principal est de contribuer à l'apurement des arriérés de paiement aux cotonculteurs, afin de sécuriser leurs revenus, d'assurer la continuité de la production cotonnière et de préserver la stabilité financière de la filière, stratégique pour l'économie burkinabè.

Justification du projet

La filière coton constitue un pilier majeur de l'économie nationale, tant en termes de contribution au PIB, d'emplois que de recettes d'exportation. L'opération s'inscrit dans les orientations du Plan stratégique Djoliba 2021-2025 de la BOAD, qui vise à soutenir les chaînes de valeur agricoles et à renforcer la sécurité des revenus ruraux. Elle répond également à la nécessité d'accompagner un acteur quasi-monopolistique, garant de la structuration et du bon fonctionnement de la filière.

Contribution à la création d'emplois et de richesse :

Le financement permettra :

- la préservation d'environ 6 000 emplois directs permanents et saisonniers au sein de la SOFITEX et de ses partenaires ;
- la sécurisation des revenus de près de 4 millions de personnes dépendant de la filière coton ;
- la génération d'au moins 5 milliards FCFA de valeur ajoutée indirecte et induite ;
- la mobilisation d'environ 2 milliards FCFA de recettes fiscales indirectes et induites ;
- la transformation locale de 50 000 tonnes de coton graine, contribuant au renforcement de la base productive nationale.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total de l'opération est estimé à 16,25 milliards FCFA hors taxes. Il sera financé par :

- la BOAD : 15,00 milliards FCFA ;
- l'International Islamic Trade Finance Corporation (ITFC) : 1,25 milliard FCFA.

Ce montage financier permettra de couvrir intégralement les besoins résiduels de la campagne cotonnière 2023-2024 et d'assurer la continuité des activités de la SOFITEX dans des conditions de viabilité économique et sociale.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

3. PROPOSITION DE PRET POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DU PROJET D'APPUI AU FONDS BURKINABE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FBDES) AU BURKINA FASO

Objet de l'opération

Mise en place d'une facilité financière de 36 milliards FCFA en faveur du Fonds Burkinabè de Développement Économique et Social (FBDES) pour le financement de sous-projets privés prioritaires d'intérêt public, inscrits dans le Plan d'Actions pour la Stabilisation et le Développement (PA-SD) du Burkina Faso.

Objectif de l'opération

- Soutenir des entreprises à fort potentiel de croissance dans des secteurs stratégiques de l'économie burkinabè, notamment l'agro-industrie (cajou, aviculture, céréales) et l'économie numérique ;
- Renforcer les capacités opérationnelles et institutionnelles du FBDES en matière de financement, de suivi et de contrôle des sous-projets.

Justification de l'opération

Le projet répond à la nécessité de :

- Accroître l'accès au financement de long terme pour des entreprises structurantes, créatrices de valeur et d'emplois ;
- Appuyer le FBDES dans la mise en œuvre de son plan de développement et dans son rôle de levier de financement du secteur privé ;
- Contribuer à l'Axe 2 du Plan stratégique « DJOLIBA » de la BOAD relatif à la création de valeur ajoutée et d'emplois productifs, en cohérence avec les priorités nationales de stabilisation et de développement.

Contribution à la création d'emplois et de richesse :

Le projet devrait générer des retombées économiques et sociales significatives, notamment :

- Environ 1 000 emplois directs créés ou maintenus ;
- Environ 16 000 emplois indirects et induits ;
- Au moins 16 milliards FCFA de valeur ajoutée directe ;
- Environ 4 milliards FCFA de recettes fiscales directes ;
- Près de 500 000 producteurs impactés par les chaînes de valeur soutenues.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total hors taxes du projet est estimé à 42,686 milliards FCFA, financé comme suit :

- BOAD : 36,000 milliards FCFA (environ 84,3 %) ;
- Fonds propres des promoteurs : 6,086 milliards FCFA ;
- Contribution du FBDES : 0,600 milliard FCFA.

Les apports en fonds propres et du FBDES ont déjà été entièrement mobilisés. Le concours de la BOAD est octroyé pour une durée équivalente de 12 ans, incluant 3 ans de différé d'amortissement, au taux d'intérêt annuel de 4,09 % hors taxes.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

4. PROPOSITION DE FINANCEMENT PARTIEL DU PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EXPLOITATION D'UN COMPLEXE AGRO-INDUSTRIEL DE TRANSFORMATION DE NOIX BRUTES DE CAJOU EN GUINÉE-BISSAU

Objet du projet

Le projet porte sur la construction et l'exploitation d'un complexe agro-industriel de transformation de noix brutes de cajou en Guinée-Bissau, d'une capacité nominale de 30 000 tonnes par an, extensible à 50 000 tonnes, en vue de produire des amandes destinées au marché international.

Objectif de l'opération :

Le projet vise à :

- Accroître la transformation locale de la noix de cajou pour atteindre un taux de 50 % à l'horizon 2030 ;
- Renforcer la valeur ajoutée nationale et les revenus des producteurs ;
- Créer des emplois durables et stimuler le développement du secteur agro-industriel ;
- Contribuer à la diversification de l'économie bissau-guinéenne et à l'industrialisation.

Justification de l'opération

La filière cajou constitue un pilier stratégique de l'économie de la Guinée-Bissau, premier produit d'exportation du pays. Le projet s'inscrit dans la dynamique de promotion de la transformation locale, afin de réduire l'exportation de matières premières brutes, capter une plus grande part de valeur ajoutée et renforcer l'intégration aux chaînes de valeur régionales et internationales. Il est en cohérence avec le Plan stratégique DJOLIBA de la BOAD et les politiques nationales de développement industriel et agricole.

Contribution à la création d'emplois et de richesse :

Création d'emplois :

- Environ 500 emplois durant la phase de construction ;
- 1 000 emplois directs en phase d'exploitation, dont environ 70 % au profit des femmes ;
- 1 500 emplois indirects générés dans la filière (collecte, transport, services, logistique).

Création d'emplois :

- Environ 500 emplois durant la phase de construction ;
- 1 000 emplois directs en phase d'exploitation, dont environ 70 % au profit des femmes ;
- 1 500 emplois indirects générés dans la filière (collecte, transport, services, logistique).

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total du projet est estimé à **27,077 milliards FCFA (HT)**, financé selon la structure suivante :

- **BOAD** : 9,150 milliards FCFA (prêt), complétés par une participation au capital de 600 millions FCFA ;
- **Banques locales** : 8,519 milliards FCFA ;
- **Fonds propres** : 9,408 milliards FCFA (actionnaires, dont MAVEL SA, l'État de Guinée-Bissau, la BOAD et l'Association des producteurs).

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

Ce schéma financier assure un partage équilibré des risques, tout en consolidant l'ancrage local du projet et l'implication des acteurs publics et privés dans le développement durable de la filière cajou en Guinée-Bissau.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

5. RENOUELEMENT DU PRET A COURT TERME OCTROYE LE 10 JUIN 2024 EN FAVEUR DU GROUPE ECONOMIQUE ET FINANCIER DE GUINEE-BISSAU (GEF GB) SA POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DE LA CAMPAGNE CAJOU 2025-2026

Objet du projet

Le projet porte sur le renouvellement d'un prêt à court terme d'un montant de **5 milliards FCFA** en faveur du Groupe Économique et Financier de Guinée-Bissau (GEF GB SA) pour le financement partiel de la campagne de commercialisation de noix brutes de cajou 2025-2026, notamment l'achat bord champ d'environ **14 000 tonnes** destinées à l'exportation.

Objectifs

L'opération vise à :

- Soutenir la structuration et la fluidité de la filière cajou en Guinée-Bissau ;
- Faciliter l'écoulement de la production nationale à un prix rémunérateur ;
- Sécuriser l'exécution des contrats d'exportation conclus avec des acheteurs internationaux (KESHAV Global, RARR Nuts, Afrikamart, ISCON Agro) ;
- Contribuer à la stabilité des revenus des producteurs et à la création de valeur local

Justification du projet

Le renouvellement est justifié par :

- L'importance stratégique de la filière cajou, premier produit d'exportation du pays ;
- La nécessité de renforcer les mécanismes de financement de campagne dans un contexte de volatilité des prix et de contraintes climatiques ;
- L'alignement de l'opération avec le Plan stratégique DJOLIBA, notamment son axe relatif à la création de valeur et d'emplois productifs au profit du secteur privé et des économies nationales ;
- La solidité de la structuration financière et commerciale adossée à des contrats d'exportation sécurisés et à des mécanismes de contrôle des flux.

Contribution à la création d'emplois et de richesse :

- ☐ Commercialisation de la production d'environ 14 000 ménages producteurs à des prix rémunérateurs ;
- ☐ Création d'environ 150 emplois directs liés aux opérations de collecte, de logistique et d'exportation ;
- ☐ Génération d'une marge brute estimée à 3 milliards FCFA pour les opérateurs ;
- ☐ Mobilisation d'au moins 1 milliard FCFA de recettes fiscales pour l'État ;
- ☐ Renforcement des capacités organisationnelles et financières des acteurs de la filière.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total de l'opération est estimé à **6,5 milliards FCFA**.

Caractéristiques du concours BOAD :

- Montant : 5 000 M FCFA
- Durée : 12 mois
- Taux d'intérêt : 8 % l'an
- Commission de dossier : 1 %

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

L'opération présente ainsi un impact économique et social significatif, tout en reposant sur une structuration financière prudente et sécurisée, justifiant le renouvellement du concours aux conditions initiales.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

6. PROPOSITION DE PRET A COURT TERME EN FAVEUR DE LA SOCIETE ATLANTIC COCOA CORPORATION CÔTE D'IVOIRE (ACC CI) SA POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DE LA CAMPAGNE CACAO 2024-2025 EN CÔTE D'IVOIRE

Objet du projet

L'opération porte sur l'octroi d'un **prêt à court terme de 15 milliards FCFA** à la société **ACC CI SA** pour le financement partiel de sa campagne cacao 2024-2025, en vue de l'acquisition d'environ **30 000 tonnes de fèves de cacao** destinées à la transformation et à l'exportation de produits semi-finis (masse, beurre et poudre).

Objectifs

Le projet vise à :

- Assurer l'approvisionnement régulier des unités industrielles de transformation de cacao ;
- Soutenir la montée en valeur ajoutée locale par la transformation ;
- Contribuer à la fluidité de la commercialisation et à la sécurisation des revenus des producteurs ;
- Appuyer la compétitivité de la filière cacao ivoirienne sur le marché international.

Justification du projet

L'opération est justifiée par :

- La forte demande mondiale de produits semi-finis de cacao et la croissance du marché ;
- La position de leader mondial de la Côte d'Ivoire avec une production annuelle d'environ 2,2 millions de tonnes ;
- L'existence de contrats fermes de vente avec des acheteurs internationaux de premier plan (TOUTON, GCB Cocoa Singapore, ASCOT Amsterdam, INDCRESA, etc.) ;
- L'expérience avérée du Groupe Atlantic dans le financement et la structuration des chaînes de valeur agricoles ;
- L'alignement avec l'Axe 2 du Plan stratégique DJOLIBA relatif à la création de valeur et d'emplois productifs à travers le développement des filières agricoles.

Contribution à la création d'emplois et de richesse :

- ☐ Préservation des moyens de subsistance de près de 6 millions de personnes dépendant de la filière cacao ;
- ☐ Maintien de plus de 1 500 emplois directs, indirects et induits ;
- ☐ Amélioration des revenus des producteurs et réduction des délais de paiement ;
- ☐ Génération d'au moins 29 milliards FCFA de recettes fiscales au titre de la campagne 2024-2025 ;
- ☐ Renforcement des capacités industrielles locales (48 000 tonnes actuellement, plus de 110 000 tonnes à terme).

Coût et schéma de financement du projet

Les besoins totaux pour l'acquisition de 30 000 tonnes de fèves sont estimés à **60 milliards FCFA**, financés comme suit :

- BOAD : **15 000 M FCFA** (Durée : 12 mois, Taux : 7 % l'an)
- BGFIBank CI : **6 000 M FCFA**
- AFG Bank CI (crédit fournisseur aux coopératives) : **39 000 M FCFA**

Cette opération contribue ainsi de manière significative à la consolidation de la chaîne de valeur cacao, à la création de richesse nationale et au développement industriel, tout en s'inscrivant dans une structuration financière prudente et sécurisée.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

7. PROPOSITION DE PRET A COURT TERME EN FAVEUR DE LA SOCIETE IVORY COCOA PRODUCTS (ICP) SA POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DE LA CAMPAGNE CACAO 2025-2026 EN CÔTE D'IVOIRE

Objet de l'opération

L'opération porte sur l'octroi par la BOAD d'un **prêt à court terme de 15 milliards FCFA** en faveur de la société **ICP SA** pour le financement partiel de sa campagne de fèves de cacao 2025-2026, en vue de l'acquisition d'environ **11 000 tonnes** de fèves destinées à la transformation industrielle.

Objectif de l'opération

L'opération porte sur l'octroi par la BOAD d'un **prêt à court terme de 15 milliards FCFA** en faveur de la société **ICP SA** pour le financement partiel de sa campagne de fèves de cacao 2025-2026, en vue de l'acquisition d'environ **11 000 tonnes** de fèves destinées à la transformation industrielle.

Justification de l'opération

L'opération se justifie par :

- La croissance soutenue du marché international des produits semi-finis de cacao ;
- La disponibilité abondante de la matière première en Côte d'Ivoire, premier producteur mondial ;
- L'existence d'un **contrat de vente ferme à long terme (jusqu'en 2030)** avec la société THEOBROMA, garantissant l'écoulement de la production ;
- Les performances financières solides de ICP SA et sa capacité industrielle (90 000 tonnes, portée à 100 000 tonnes en 2026) appuyée par des certifications internationales ;
- L'alignement avec l'Axe 2 du Plan stratégique DJOLIBA relatif au développement des chaînes de valeur agricoles et à la création d'emplois productifs.

Contribution à la création d'emplois et de richesse :

- ☐ Maintien de plus de 5 000 emplois indirects et induits ;
- ☐ Amélioration durable des revenus des producteurs et réduction des délais de paiement ;
- ☐ Renforcement des moyens de subsistance de près de six millions de personnes dépendant de la filière cacao ;
- ☐ Génération d'au moins 65 milliards FCFA de recettes fiscales au titre de la campagne 2025-2026 ;
- ☐ Consolidation de la transformation locale et de la valeur ajoutée nationale.

Coût et schéma de financement du projet

Les besoins globaux pour la campagne 2025-2026 sont estimés à 123 milliards FCFA pour l'acquisition de 90 000 tonnes de fèves, structurés comme suit (hypothèse d'un recyclage une fois des financements) :

- BOAD : 15 000 M FCFA (Durée : 12 mois, Taux : 7 % l'an)
- BGFIBank CI : 14 400 M FCFA
- Autres banques locales : 93 600 M FCFA

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

8. PROPOSITION DE PRET POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DU PROGRAMME D'APPUI A LA MECANISATION AGRICOLE ET A L'IRRIGATION EN REPUBLIQUE TOGOLAISE – PHASE 1

Objet de l'opération

Le projet porte sur l'acquisition et le déploiement de matériels modernes de mécanisation agricole et d'irrigation au profit des Centres Régionaux de Mécanisation Agricole (CRMA), ainsi que sur le renforcement des capacités des acteurs en matière d'utilisation, de maintenance et de gestion des équipements. La contribution de la BOAD concerne, en phase 1, l'acquisition partielle de tracteurs, mini-tracteurs, motoculteurs, moissonneuses et accessoires.

Objectifs

Objectif global :

Améliorer durablement la productivité agricole, la sécurité alimentaire et les revenus des producteurs.

Objectifs spécifiques :

- Porter le taux de mécanisation agricole de 3 % à 17 % ;
- Accroître le taux d'irrigation de 1,2 % à 13 % ;
- Promouvoir l'émergence d'acteurs qualifiés dans les métiers de la mécanisation et de l'irrigation.

Justification de l'opération

Le projet s'inscrit

- Dans la Feuille de route du Gouvernement togolais ;
- Dans la stratégie nationale de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté ;
- Dans le développement des pôles de croissance agricole ;
- Dans le Plan stratégique DJOLIBA 2021–2025, notamment :
 - Axe 2 : création de valeur et d'emplois productifs ;
 - Axe 3 : renforcement de la résilience au changement climatique

Contribution à la création d'emplois et de richesse :

Production et sécurité alimentaire

- Augmentation d'au moins 60 000 tonnes de riz par an.

Création de richesse

- Hausse d'au moins 50 % des revenus des producteurs ;
- Génération de 3,5 milliards FCFA de valeur ajoutée indirecte et induite.

Emplois

- 500 emplois directs pendant la mise en œuvre (60 % jeunes et femmes) ;
- 60 000 emplois directs créés ou consolidés en phase d'exploitation ;
- 1 000 emplois indirects générés.

Renforcement des capacités

- Formation de 240 tractoristes, 60 techniciens de maintenance et 30 spécialistes en irrigation.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total du projet est estimé à 20 milliards FCFA HT, entièrement financé par un prêt de la BOAD à l'État togolais.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

Le programme contribuera de manière structurante à la modernisation de l'agriculture togolaise, à l'amélioration durable de la productivité, à la création massive d'emplois et à la résilience climatique, en cohérence avec les priorités nationales et les orientations stratégiques de la BOAD.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

9. PROPOSITION DE PRÊT À COURT TERME EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ IVOIRE COTON SA POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DE LA CAMPAGNE COTONNIÈRE 2024-2025 EN CÔTE D'IVOIRE

Objet du projet

L'opération vise le financement partiel de la campagne cotonnière 2024-2025 de la société IVOIRE COTON SA, pour un besoin global estimé à 45 000 M FCFA. Le concours permettra de couvrir les charges liées à l'achat des intrants et du coton graine, à la logistique, à l'égrenage ainsi qu'à la commercialisation du coton fibre.

Objectifs

L'objectif principal est de contribuer à la valorisation d'environ 367 000 tonnes de coton graine, correspondant à 154 000 tonnes de coton fibre, au titre de la campagne 2024-2025, en assurant la fluidité du financement de la chaîne de production et de transformation.

Justification du projet

L'opération se justifie par :

- le rôle stratégique de la filière coton dans l'économie ivoirienne, en termes de revenus ruraux, d'exportations et d'emplois ;
- l'alignement avec l'orientation stratégique de la BOAD relative au soutien aux chaînes de valeur agricoles dans l'UEMOA ;
- la position de leader et l'expérience avérée de la société IVOIRE COTON SA, qui concentre environ 42 % de la production nationale et encadre plus de 38 000 producteurs.

Contribution à la création d'emplois et de richesse :

Les principaux résultats attendus sont :

- l'amélioration durable des moyens de subsistance de plus de 3,5 millions de personnes dépendantes de la filière coton ;
- l'appui direct à 38 000 producteurs, dont environ 22 800 femmes ;
- le maintien de plus de 600 emplois directs et de 1 200 emplois indirects et induits ;
- la génération d'au moins 28 000 M FCFA de valeur ajoutée indirecte et induite ;
- une contribution annuelle moyenne d'au moins 5 000 M FCFA aux recettes fiscales de l'État.

Coût et schéma de financement du projet

Les besoins financiers de la campagne 2024-2025 sont évalués à 45 000 M FCFA, structurés comme suit :

- Pool 1 (BOAD / Banque Atlantique Côte d'Ivoire) : 25 000 M FCFA, sous forme de crédits de trésorerie, comprenant :
 - BOAD : 15 000 M FCFA ;
 - BACI : 10 000 M FCFA.
- Pool 2 (BICICI / CBI CI) : 20 000 M FCFA, sous forme de crédits de trésorerie.

Le concours de la BOAD, d'un montant de 15 000 M FCFA et d'une durée de 12 mois, s'inscrit ainsi dans une structuration bancaire concertée, adossée aux contrats de vente de la fibre de coton et à la domiciliation partielle des recettes, garantissant la sécurisation financière de l'opération et la valorisation optimale de la campagne cotonnière 2024-2025.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025**10. PROPOSITION DE PRÊT À COURT TERME EN FAVEUR DE LA COMPAGNIE MALIENNE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TEXTILES (CMDT) SA POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DE LA CAMPAGNE COTONNIERE 2024-2025 AU MALI****Objet du projet**

Le projet porte sur le financement partiel de la campagne cotonnière 2024-2025 de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT SA). Les besoins globaux, estimés à 150 milliards de FCFA, concernent l'achat du coton graine, le transport, l'égrenage et la commercialisation du coton fibre.

Objectifs

L'objectif principal est de contribuer à la collecte, au transport et à l'égrenage d'environ 600 000 tonnes de coton graine, correspondant à la production attendue au titre de la campagne 2024-2025, en assurant la continuité du financement de la chaîne de valeur cotonnière.

Justification du projet

L'opération est justifiée par :

- le rôle structurant de la filière coton dans l'économie malienne (environ 20 % de la population concernée, 12 % des recettes budgétaires et 20 % des recettes d'exportation) ;
- son alignement avec l'Axe 2 du Plan Djoliba relatif à la création de valeur et d'emplois productifs à travers le soutien aux chaînes de valeur agricoles dans l'UEMOA ;
- la performance historique de la CMDT SA, illustrée par le bon dénouement des facilités de campagne sur les dix dernières années (2011-2023), pour un concours cumulé de la BOAD de 52 190 M FCFA ;
- la solidité institutionnelle et la gouvernance éprouvée de la filière, reposant sur la CMDT, les structures d'appui et les coopératives de cotonculteurs.

Contribution à la création d'emplois et de richesse :

Les principaux résultats attendus sont :

- la préservation des moyens de subsistance de plus de 4 millions de personnes, soit près de 20 % de la population malienne ;
- le maintien de plus de 1 500 emplois permanents et de 3 000 emplois saisonniers au sein de la CMDT SA, ainsi que la création d'environ 300 emplois indirects et induits ;
- la génération d'au moins 5 000 M FCFA de valeur ajoutée indirecte et induite ;
- une contribution estimée à au moins 26 000 M FCFA de recettes fiscales pour l'État.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total de la campagne 2024-2025 est évalué à 150 milliards de FCFA. Il est financé par un pool bancaire auquel participe la BOAD à hauteur de 15 000 M FCFA (Taux d'intérêt : 7,0 % HT, Commission de participation : 0,40 % flat) sous forme de crédit de campagne à court terme.

Cette structuration, adossée à des contrats de vente à prix fixe avec des traders internationaux de premier rang et à la domiciliation des recettes dans un compte séquestre, permet de sécuriser le remboursement du crédit et de soutenir durablement la filière cotonnière malienne.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

DERN**11.PROJET DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE D'HYDRODESULFURATION (HDS) DE GASOIL PAR LA SOCIETE IVOIRIENNE DE RAFFINAGE (SIR SA) EN REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE****Objet**

Le projet porte sur la construction et la mise en exploitation d'un complexe d'hydrodésulfuration (HDS) de gasoil à la SIR, destiné à réduire la teneur en soufre du gasoil de 1 800 ppm à 10 ppm, afin de rendre le produit conforme à la norme environnementale EURO V.

Objectifs

L'objectif global est d'améliorer la performance environnementale des activités de raffinage en Côte d'Ivoire, dans le cadre de l'harmonisation des spécifications des carburants engagée par la CEDEAO, en vue de la protection de la santé des populations et de l'amélioration de la qualité de l'air. Les objectifs spécifiques consistent à :

- abaisser la teneur en soufre du gasoil à 10 ppm à l'horizon 2030 ;
- renforcer la conformité aux normes ivoiriennes d'émissions de SO_x (≤ 500 mg/Nm³) dès 2029 ;
- réduire les émissions atmosphériques, avec une captation annuelle estimée à 7 096 tonnes de SO₂ et 153 300 tonnes de CO₂ à partir de 2030.

Justification

Le projet se justifie principalement par :

- la nécessité de se conformer aux directives environnementales de la CEDEAO et de réduire les impacts sanitaires liés à l'utilisation de carburants à forte teneur en soufre ;
- la croissance soutenue de la demande en produits pétroliers raffinés en Côte d'Ivoire, qui appelle une modernisation des capacités de production dans le respect des standards internationaux.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Le projet devrait générer des retombées économiques significatives, notamment :

- une valeur ajoutée indirecte et induite estimée à 69 000 millions FCFA par an ;
- des recettes fiscales moyennes annuelles de l'ordre de 51 000 millions FCFA ;
- la création d'environ 2 700 emplois indirects et induits sur la période de mise en œuvre et d'exploitation, contribuant au dynamisme de la filière énergétique et à l'économie nationale.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total hors taxes du projet est évalué à 569 445 millions FCFA, financé selon la structure suivante :

- BOAD : 60 000 millions FCFA ;
- Fonds propres de la SIR : 83 900 millions FCFA ;
- Autres bailleurs : 425 545 millions FCFA.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025**12. PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES D'EXPLOITATION DES MINES DE BOUNGOU ET DE WAHGNION AU BURKINA FASO****Objet**

Le projet porte sur la réalisation d'investissements stratégiques destinés au renforcement et à l'augmentation des capacités d'exploitation des mines aurifères de Wahgnion et de Bounbou, en vue d'optimiser la création de valeur et d'assurer la continuité des opérations minières.

Objectifs

L'objectif global est de contribuer au développement économique et social du Burkina Faso à travers le renforcement de sa souveraineté sur ses ressources naturelles. Les objectifs spécifiques visent à :

- garantir la continuité de l'exploitation des deux mines à 100 % afin d'optimiser les revenus miniers ;
- améliorer durablement les performances opérationnelles, avec une réduction d'au moins 30 % des charges d'exploitation à partir de 2028.

Justification

Le projet s'inscrit dans les priorités nationales définies par le Plan d'Actions pour la Stabilisation et le Développement (PASD) 2023-2025. Il se justifie également par le rôle stratégique de la filière aurifère dans l'économie burkinabè et par la nécessité de renforcer la rentabilité et la contribution budgétaire des mines de Wahgnion et de Bounbou, dans une logique de valorisation optimale des ressources minières nationales.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Les retombées économiques attendues sont significatives :

- une génération de bénéfices estimée à 80 730 MFCFA à fin 2025, pour un cumul d'environ 1 159 000 MFCFA à l'horizon 2036 ;
- des redevances minières (royalties) de 29 900 MFCFA reversées à l'État dès 2025, avec un cumul projeté de 429 435 MFCFA sur la période 2025-2036 ;
- la création d'au moins 100 emplois permanents durant la phase d'exploitation et d'environ 300 emplois temporaires au cours de la phase de mise en œuvre.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total hors taxes du projet est évalué à 33 210 MFCFA, financé comme suit :

- BOAD : 30 000 MFCFA (soit 90,3 % du coût du projet) ;
- État/SOPAMIB : 3 210 MFCFA (soit 9,7 %).

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

13. PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES D'EXPLOITATION DU CENTRE EMBLISSEUR DE GAZ BUTANE DE SALA PAR LA SOCIETE FOUTA GAZ EN REPUBLIQUE DU MALI**Objet**

Le projet vise le renforcement des capacités d'exploitation du centre emplisseur de gaz butane de Sala à travers l'installation d'une unité de stockage de 990 m³ et d'une capacité d'emplissage de 112 tonnes par jour, afin d'accroître durablement l'offre nationale de Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL).

Objectifs

L'objectif global est de contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations maliennes par l'augmentation de l'offre de gaz butane, dans un contexte de forte croissance de la demande (environ 16 % par an). Les objectifs spécifiques sont de :

- réduire le déficit national en GPL de 57 000 tonnes en 2025 à 43 000 tonnes dès la première année d'exploitation ;
- accroître de 50 % la capacité nationale de stockage de GPL ;
- contribuer à la préservation annuelle d'environ 64 000 hectares de couvert végétal par la substitution du bois-énergie.

Justification

Le projet s'inscrit dans la Stratégie Nationale pour l'Émergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033) et répond à la dynamique de croissance du marché du GPL au Mali. Il vise à soutenir la sécurité énergétique, à réduire la pression sur les ressources forestières et à accompagner la transition vers des sources d'énergie domestique plus propres, contribuant ainsi à la lutte contre la déforestation et à l'amélioration des conditions de vie des ménages.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Les principaux impacts attendus sont :

- une augmentation de l'offre de gaz butane avec l'installation d'un centre de stockage de 990 m³ et la mise à disposition d'une production additionnelle annuelle de 14 000 tonnes dès 2027, pour atteindre 32 000 tonnes en régime de croisière ;
- la création d'au moins 50 emplois directs et de 150 emplois indirects et induits durant les phases de construction et d'exploitation ;
- la génération d'environ 2 271 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite d'ici 2026, ainsi que des recettes fiscales annuelles moyennes estimées à 420 MFCFA pour l'État à partir de 2027.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total hors taxes du projet est évalué à 10 905 MFCFA, financé selon la structure suivante :

- BOAD : 5 000 MFCFA ;
- Banque de Développement du Mali (BDM) : 1 300 MFCFA ;
- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC) : 1 000 MFCFA ;
- Fonds propres du promoteur : 3 605 MFCFA.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

14. PROJET D'ACQUISITION ET DE RENFORCEMENT DES INSTALLATIONS DE LA SOCIÉTÉ PETROGAL EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU PAR ZENER INTERNATIONAL HOLDING (ZIH)**Objet**

Le projet porte sur : (i) l'acquisition par ZIH SA de 90 % du capital social de PETROGAL GB détenu par GALP ; (ii) l'installation de quatre (04) citernes de stockage de Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL) d'une capacité cumulée de 2 400 m³ ; et (iii) l'augmentation des capacités d'emplissage par la mise en place d'un carrousel de six (06) postes, permettant une cadence de 350 bouteilles par heure.

Objectifs

L'objectif global est de contribuer au développement stratégique du secteur des hydrocarbures et à la politique de butanisation de la Guinée-Bissau, à travers le renforcement et la pérennisation des activités des sociétés cibles. Les objectifs spécifiques visent à :

- consolider la présence et la croissance de ZIH SA dans la sous-région à l'horizon 2035 ;
- accroître les capacités nationales par l'installation d'une capacité additionnelle de stockage d'environ 2 400 m³ (soit 1 200 tonnes) et d'une capacité d'emplissage supplémentaire estimée à 12 600 tonnes de gaz butane par an.

Le projet comprend les composantes suivantes : frais préliminaires, prix d'acquisition, travaux et équipements, contrôle et surveillance, mesures environnementales et sociales, ainsi que le besoin en fonds de roulement.

Justification

Le projet s'inscrit dans la dynamique de développement du secteur énergétique bissau-guinéen et se justifie par : (i) le positionnement stratégique de GALP et les ambitions d'expansion régionale du groupe ZENER ; (ii) la nécessité d'améliorer la qualité, la disponibilité et la sécurité de l'offre de produits pétroliers, notamment le GPL ; et (iii) sa contribution aux objectifs du Plan Stratégique et Opérationnel « Terra Ranka » 2015-2025 de la Guinée-Bissau, en matière de modernisation des infrastructures et de renforcement de la sécurité énergétique.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Les retombées économiques attendues comprennent :

- une création de valeur ajoutée directe estimée à 4 021 MFCFA en 2026 et à 17 945 MFCFA en 2035 ;
- des recettes fiscales moyennes annuelles de l'ordre de 1 921 MFCFA au profit de l'État ;
- la création d'environ 30 emplois permanents en phase d'exploitation, contribuant au renforcement du tissu économique local.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total hors taxes du projet est évalué à 28 466 MFCFA, financé selon la structure suivante :

- BOAD : 8 850 MFCFA ;
- ZIH SA (fonds propres) : 11 116 MFCFA ;
- ECOBANK : 5 000 MFCFA ;
- BIA Togo : 3 500 MFCFA.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

15. PROJET D'EXPLOITATION D'UN GISEMENT D'URANIUM A MORADI ET D'IMPLANTATION D'UNE USINE DE PRODUCTION D'ACIDE SULFURIQUE PAR LA SOCIETE COMIREX SA A ARLIT EN REPUBLIQUE DU NIGER**Objet**

Le projet porte sur : (i) l'exploitation d'un gisement d'uranium situé à Moradi et (ii) la construction puis l'exploitation d'une usine de production d'acide sulfurique, intrant stratégique pour la transformation du minerai.

Objectifs

L'objectif général est de contribuer au développement et à la valorisation durable de l'industrie minière nigérienne.

Les objectifs spécifiques visent à :

- extraire et transformer annuellement 624 000 tonnes de minerai d'uranium en jus riche (yellow cake) ;
- commercialiser environ 243 tonnes de jus riche d'uranium par an ;
- produire et commercialiser près de 150 000 tonnes d'acide sulfurique par an afin de sécuriser l'approvisionnement en intrants pour l'activité minière.

Justification

Le projet se justifie par : (i) la disponibilité avérée de ressources uranifères à Moradi ; (ii) l'existence d'un marché porteur pour l'uranium et pour l'acide sulfurique, intrant essentiel au procédé d'extraction du yellow cake ; et (iii) le rôle stratégique du secteur minier dans l'économie nigérienne, en termes de recettes d'exportation, de création d'emplois et de développement des infrastructures.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Les retombées économiques et sociales attendues comprennent :

- une création de valeur ajoutée directe estimée à 13 933 MFCFA en 2027 et à 10 774 MFCFA en 2035 ;
- des recettes fiscales moyennes annuelles d'au moins 2 326 MFCFA au profit de l'État ;
- la création d'environ 125 emplois permanents en phase d'exploitation et de 360 emplois temporaires durant la phase de mise en œuvre.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total hors taxes du projet est évalué à 29 030 MFCFA, financé selon la structure suivante :

- BOAD : 14 423 MFCFA ;
- COMIREX SA : 9 175 MFCFA ;
- Coris Bank Niger : 3 724 MFCFA ;
- BHN Niger : 1 700 MFCFA.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

16. FINANCEMENT PARTIELLE DE LA REPRISE ET DE L'EXTENSION DU PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EXPLOITATION DE CENTRES EMPLISSEURS DE GAZ BUTANE A ABIDJAN ET A YAMOOUSSOUKRO PAR LA SOCIETE INTERNATIONALE DE GAZ SA EN CÔTE D'IVOIRE**Objet**

Le projet porte sur la reprise et l'extension des centres emplisseurs de gaz butane d'Abidjan et de Yamoussoukro, initialement construits pour des capacités de stockage respectives de 3 800 m³ et 400 m³ et des capacités d'emplissage de 15 900 kg/h et 7 950 kg/h.

L'opération vise à porter ces capacités à 4 400 m³ et 400 m³ de stockage et à 465 tonnes/jour et 177 tonnes/jour d'emplissage, soit un doublement des capacités globales de stockage et de mise en bouteilles. À Abidjan, les installations comprendront notamment une sphère sous sarcophage de 4 000 m³ et deux cigares de 200 m³ chacun, pour une capacité annuelle d'emplissage d'environ 148 000 tonnes.

Objectifs

L'objectif global est de renforcer les infrastructures nationales du secteur pétrolier et gazier afin d'accompagner la croissance soutenue du marché du gaz butane en Côte d'Ivoire (environ 15 % par an), tout en assurant une conformité totale aux normes de sécurité.

Les objectifs spécifiques consistent à :

- accroître de 4 800 m³ la capacité nationale de stockage, soit une augmentation de 27 % à fin 2026 ;
- augmenter dès 2027 la capacité d'emplissage de 642 tonnes/jour ;
- réduire le temps de passage des clients de deux heures à trente minutes dès la première année d'exploitation.

Justification

L'opération se justifie par : (i) l'existence d'un marché porteur pour le GPL ; (ii) la nécessité d'assurer la viabilité et la montée en capacité des infrastructures existantes ; (iii) le soutien à la croissance de l'offre énergétique en Côte d'Ivoire ; et (iv) la contribution à la préservation du couvert végétal grâce à la promotion d'une énergie de substitution aux combustibles traditionnels.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Les principaux résultats attendus sont :

- une augmentation de l'offre nationale de gaz avec une capacité de stockage portée à 4 400 m³ et une disponibilité additionnelle annuelle d'environ 171 000 tonnes de butane ;
- la création d'au moins 117 emplois directs et de 291 emplois indirects et induits durant la phase de mise en œuvre et d'exploitation ;
- la génération annuelle d'environ 6 500 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite et de 176 MFCFA de recettes fiscales moyennes au profit de l'État.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total hors taxes du projet est évalué à 28 645 MFCFA, comprenant 18 064 MFCFA pour le projet initial et 10 581 MFCFA pour l'extension du centre d'Abidjan, objet du présent financement

Le plan de financement de l'extension est structuré comme suit :

- SIG SA : 4 081 MFCFA (39 %) ;

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

- BOAD : 5 000 MFCFA (47 %) ;
- BGFI Bank : 1 500 MFCFA (14 %).

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

17. PRET CONSOLIDE POUR LE FINANCEMENT DU PROJET DE RENFORCEMENT DE LA CAPACITE DE PRODUCTION D'ENERGIE PAR LA CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE THERMIQUE DIESEL DE 15 MW A BOR EN REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU**Objet**

Le projet actualisé porte sur la construction d'une centrale thermique Diesel fonctionnant au fuel lourd, d'une puissance installée de 15 MW, située à Bor (Prabis), en vue de renforcer les capacités de production d'électricité de la ville de Bissau et de sécuriser l'approvisionnement du réseau national. Il comprend les composantes suivantes : (i) études ; (ii) travaux de génie civil et acquisition/installation des groupes Diesel ; (iii) approvisionnement en combustible ; (iv) maîtrise d'œuvre (assistance technique, appui institutionnel, renforcement des capacités, supervision et contrôle) ; (v) mesures environnementales et sociales ; (vi) suivi-évaluation ; et (vii) audit technique et financier.

Objectifs

L'objectif global est le renforcement durable de la capacité de production et la sécurisation de l'alimentation en énergie électrique de Bissau. Les objectifs spécifiques visent à :

- produire jusqu'à 97,5 GWh d'électricité par an pour satisfaire la demande croissante ;
- améliorer la fiabilité et la continuité du service électrique ;
- réduire le coût de l'énergie mise à disposition des usagers.

Justification

Le projet s'inscrit pleinement dans la politique sectorielle de l'énergie de la Guinée-Bissau, qui ambitionne d'accroître l'accès des populations aux sources modernes d'énergie par l'extension et la densification du réseau électrique, tout en réhabilitant et en modernisant les infrastructures existantes afin d'en améliorer la gestion, la qualité du service et la durabilité.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Les résultats de développement attendus sont :

- une production annuelle d'électricité estimée à 97,5 GWh, contribuant à l'amélioration de la sécurité énergétique ;
- un accès amélioré à l'électricité pour environ 380 000 habitants, avec des effets positifs sur l'environnement et le cadre de vie ;
- la création d'au moins 50 emplois directs et de 234 emplois indirects et induits durant les phases de construction et d'exploitation ;
- la génération d'au moins 2 000 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite et d'environ 81 MFCFA de recettes fiscales indirectes et induites au profit de l'État.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total actualisé du projet est évalué à 31 188 MFCFA hors taxes, soit 36 802 MFCFA toutes taxes comprises. Le plan de financement se décompose comme suit :

- Fonds de Développement Énergétique (FDE – prêt de base) : 13 705 MFCFA ;
- BOAD (prêt initial) : 10 000 MFCFA ;
- BOAD (prêt consolidé, financement complémentaire) : 7 458 MFCFA ;
- État (dans le projet initial) : 25 MFCFA.

Le financement complémentaire, d'un montant de 7 458 MFCFA HT, est entièrement assuré par la BOAD. La durée actualisée de réalisation du projet est de dix-huit (18) mois, dont douze (12) mois consacrés aux travaux.

FICHES DES PROJETS FINANÇÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025**18. PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EXPLOITATION D'UNE CENTRALE THERMIQUE A CYCLE COMBINE DE 372 MW A SONGON EN COTE D'IVOIRE PAR LA SOCIETE SONGON ENERGIES****Objet**

Le projet porte sur la conception, le financement, la construction, la détention en pleine propriété, l'exploitation et le transfert (BOOT) d'une centrale thermique à cycle combiné d'une puissance de 372 MW ISO à Songon, ainsi que sur la réalisation des infrastructures associées. Il comprend notamment : (i) les frais immobilisés, (ii) les travaux EPC, (iii) les mesures environnementales et sociales, (iv) le suivi et le contrôle des travaux, (v) le besoin en fonds de roulement et (vi) les imprévus.

Objectifs

L'objectif global est de renforcer durablement l'offre d'électricité en Côte d'Ivoire afin d'assurer une meilleure couverture de la demande et de sécuriser l'alimentation du réseau national.

Les objectifs spécifiques consistent à : (i) mettre à la disposition de CI-ENERGIES une capacité additionnelle de 354 MW et (ii) garantir une production annuelle moyenne de 2 805 GWh d'électricité.

Justification

Le projet s'inscrit dans le Plan National de Développement (PND) 2021-2025 et répond à la forte croissance de la demande nationale d'électricité. Il bénéficie d'un marché garanti assorti de mécanismes de paiement sécurisés et contribue au renforcement et à la fiabilité du système électrique ivoirien, condition essentielle à la compétitivité économique et au développement social.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Les principaux résultats attendus sont :

- une contribution annuelle garantie de 2 805 GWh à la production nationale d'électricité, permettant d'améliorer l'accès à l'énergie pour environ 4,7 millions d'habitants ;
- la création de plus de 1 130 emplois durant la phase de construction, de 260 emplois directs en phase d'exploitation et de plus de 1 172 emplois indirects et induits sur l'ensemble du cycle du projet ;
- la génération annuelle d'au moins 35,25 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite et d'environ 1,76 MFCFA de recettes fiscales indirectes et induites au profit de l'État.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total du projet est évalué à 436 006 MFCFA, dont 342 112 MFCFA pour la centrale et 93 894 MFCFA pour les infrastructures associées. Le plan de financement est structuré à hauteur de 80% en dette, soit 350 478 MFCFA, et de 20% en fonds propres, soit 85 528 MFCFA.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025**19. RENOUVELLEMENT DE LA CONTRE-GARANTIE PARTIELLE DE LA GARANTIE MISE EN PLACE PAR LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CÔTE D'IVOIRE (SGCI) EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ AZITO ENERGIE SA POUR LE COMPTE DE CI-ENERGIES****Objet**

L'opération a pour objet la mise en place par la BOAD d'une contre-garantie partielle d'un montant de 10 000 MFCFA en vue de partager le risque avec la SGCI dans le cadre de l'émission d'une garantie autonome à première demande de 31 000 MFCFA, accordée en faveur de AZITO Énergie SA, sur l'ordre de CI-ENERGIES.

Objectifs

Les objectifs poursuivis sont de :

- (i) permettre à l'État de Côte d'Ivoire de respecter ses engagements financiers découlant de la convention de concession liant CI-ENERGIES à AZITO Énergie SA ;
- (ii) sécuriser le paiement des factures d'électricité dues par CI-ENERGIES à AZITO Énergie SA au titre des phases 3 et 4 de la centrale ;
- (iii) garantir à AZITO Énergie SA la capacité d'honorer, à bonne date, ses échéances de remboursement vis-à-vis de ses bailleurs de fonds, y compris la BOAD ;
- (iv) limiter l'exposition finale de la SGCI sur l'opération à 21 000 MFCFA grâce au partage de risque avec la BOAD.

Justification

La participation de la BOAD se justifie principalement par :

- (i) la nécessité de sécuriser le règlement régulier des factures d'énergie dues à AZITO Énergie SA par CI-ENERGIES, afin d'assurer la continuité et la stabilité de la production électrique ;
- (ii) la consolidation de l'appui stratégique de la Banque au développement et à la sécurisation du secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire, secteur clé pour la croissance économique et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Bien que l'opération ne finance pas directement des investissements physiques, elle contribue indirectement à la création et à la préservation d'emplois et de richesses à travers :

- la sécurisation des flux financiers de la centrale AZITO, favorisant la pérennité de l'exploitation et le maintien de plusieurs centaines d'emplois directs et indirects liés à la production et à la maintenance des installations ;
- la garantie de la continuité de l'approvisionnement en électricité, facteur déterminant pour l'activité des entreprises et la création de valeur ajoutée dans l'économie ivoirienne ;
- la génération durable de recettes fiscales et parafiscales issues des activités du secteur électrique et des entreprises utilisatrices de l'énergie.

Coût et schéma de financement du projet

Le montant global de la garantie émise par la SGCI en faveur de AZITO Énergie SA est de 31 000 MFCFA. La contre-garantie accordée par la BOAD s'élève à 10 000 MFCFA, aussi bien au titre des engagements par signature que du crédit de trésorerie contingente.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

20. MISE EN PLACE D'UNE FACILITE A MOYEN TERME EN FAVEUR DE LA SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE DU SENEGAL (SENELEC) POUR L'APUREMENT PARTIEL DE LA DETTE ENVERS LES PRODUCTEURS INDEPENDANTS D'ELECTRICITE (IPP)**Objet**

L'opération a pour objet la mise en place par la BOAD d'une facilité à moyen terme d'un montant de 30 000 MFCFA en faveur de la Société Nationale d'Électricité du Sénégal (Senelec), destinée au règlement partiel des arriérés de paiement dus aux principaux Producteurs Indépendants d'Électricité (IPP).

Objectifs

L'objectif global est d'assurer la continuité et la régularité de l'approvisionnement en énergie électrique, en sécurisant la trésorerie des IPP et en préservant la stabilité financière de la chaîne de production et de fourniture d'électricité au Sénégal.

Justification

L'intervention de la Banque se justifie par :

- (i) la nécessité d'assurer le paiement des factures échues des IPP, condition essentielle à la poursuite sans interruption de la production d'électricité ;
- (ii) la volonté de consolider l'appui stratégique de la BOAD au secteur de l'énergie au Sénégal, secteur clé pour la croissance économique, la compétitivité des entreprises et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Bien que l'opération ne finance pas directement des investissements physiques, elle contribue indirectement à la création et à la préservation d'emplois et de richesses à travers :

- la sécurisation des revenus des IPP, favorisant le maintien des emplois directs et indirects liés à l'exploitation des centrales thermiques et renouvelables ;
- la garantie de la continuité de la fourniture d'électricité, facteur déterminant pour l'activité économique, la productivité des entreprises et la création de valeur ajoutée nationale ;
- la stabilisation des recettes fiscales issues du secteur de l'énergie et des activités économiques dépendantes de l'électricité.

Coût et schéma de financement du projet

L'opération s'inscrit dans un financement bancaire à moyen terme d'un montant global de 60 000 MFCFA, mobilisé dans le cadre d'un mandat de co-arrangement confié à CORIS BANK Sénégal par Senelec pour l'apurement partiel du stock d'impayés envers les IPP.

La contribution de la BOAD s'élève à 30 000 MFCFA, en complément du financement de même montant déjà accordé et entièrement décaissé par CORIS BANK Sénégal, qui a servi au paiement partiel des créances de KarPowerShip.

Le prêt de la BOAD permettra d'apurer partiellement les arriérés dus aux principaux fournisseurs d'électricité, selon la répartition indicative suivante : KarPowerShip (20 000 MFCFA), ContourGlobal (2 000 MFCFA), Tobène Power (2 000 MFCFA), CES SA (2 000 MFCFA), Malicounda Power (2 000 MFCFA) et Parc Éolien de Taïba Ndiaye (2 000 MFCFA).

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

21. PRET A COURT TERME EN FAVEUR DE L'ETAT TOGOLAIS POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DES DEPENSES D'URGENCE DU SECTEUR DE L'ENERGIE EN REPUBLIQUE TOGOLAISE**Objet**

L'opération porte sur la mise en place par la BOAD d'un prêt à court terme d'un montant de 40 000 MFCFA en faveur de l'État togolais, destiné au financement partiel des dépenses d'urgence du secteur de l'énergie, notamment au règlement d'une partie des factures échues au 31 décembre 2024 des fournisseurs d'énergie de la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET).

Objectifs

L'objectif principal est d'assurer la continuité du service public d'électricité et de sécuriser l'approvisionnement énergétique, condition indispensable au développement économique et social du pays. Plus spécifiquement, l'opération vise à : (i) permettre à la CEET de respecter ses engagements financiers envers ses fournisseurs ; et (ii) garantir la fourniture régulière d'électricité aux ménages et aux entreprises.

Justification

L'intervention de la Banque se justifie par : (i) son alignement sur la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, qui accorde une place centrale au renforcement du secteur de l'énergie ; (ii) la nécessité de prévenir toute rupture d'approvisionnement en électricité, compte tenu de l'importance stratégique de ce secteur pour la croissance et la stabilité sociale ; (iii) la poursuite de l'appui structurel de la BOAD au développement du secteur énergétique togolais.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Bien que l'opération concerne un financement de trésorerie, ses impacts économiques sont significatifs :

- la sécurisation de l'approvisionnement en électricité permettra de préserver les emplois existants dans les secteurs productifs et de services fortement dépendants de l'énergie ;
- la continuité des activités des entreprises contribuera au maintien de la valeur ajoutée nationale et des recettes fiscales ;
- la stabilité financière des fournisseurs d'énergie favorisera la pérennité des investissements et des emplois directs et indirects liés à la production et à la distribution d'électricité.

Coût et schéma de financement du projet

Au 31 décembre 2024, la dette totale de la CEET envers ses fournisseurs d'énergie s'élève à 140 081 MFCFA, répartie entre :

- (i) fournisseurs étrangers : 74 022 MFCFA ;
- (ii) producteurs indépendants et acteurs locaux : 58 369 MFCFA ;
- (iii) fournisseurs de combustibles : 7 690 MFCFA.

Une phase d'urgence, évaluée à 40 033 MFCFA, a été identifiée pour apurer partiellement les créances des fournisseurs étrangers, en particulier : VRA (15 291 MFCFA), GRIDCO (865 MFCFA) et CGCL (23 877 MFCFA).

Le schéma de financement de cette phase d'urgence est le suivant :

- BOAD : 40 000 MFCFA, sous forme de prêt à court terme à l'État togolais ;
- CEET : 33 MFCFA, correspondant au solde à couvrir.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

Cette opération permettra ainsi de sécuriser, à court terme, la fourniture d'électricité au Togo et de stabiliser la situation financière de la CEET et de ses partenaires stratégiques.

22. MISE EN PLACE DE GARANTIES PARTIELLES DES ENCOURS DES FACILITES À MOYEN TERME OCTROYÉES PAR LA BANQUE ATLANTIQUE CÔTE D'IVOIRE (BACI) À LA COMPAGNIE IVOIRIENNE D'ELECTRICITÉ (CIE) EN 2022 ET 2023

Objet

Les opérations portent sur la mise en place par la BOAD de deux (02) garanties autonomes à première demande d'un montant respectif de 5 884 MFCFA et 4 814 MFCFA, en vue de partager avec la Banque Atlantique Côte d'Ivoire (BACI) le risque lié aux encours de deux (02) lignes de crédit à moyen terme octroyées à la Compagnie Ivoirienne d'Électricité (CIE) en 2022 et 2023 pour le financement partiel de ses besoins d'exploitation.

Objectifs

L'objectif principal est de permettre à la BACI de réduire son exposition sur la CIE afin de se conformer aux exigences prudentielles, notamment au ratio de division des risques, tout en maintenant son soutien au financement des activités stratégiques du secteur de l'électricité.

Justification

Les opérations se justifient par : (i) la nécessité pour la BACI de consolider sa relation avec la CIE tout en respectant le dispositif prudentiel, en particulier la limitation du risque sur une même signature ; (ii) la volonté de la BOAD de renforcer son appui au secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire et aux Institutions Financières Nationales, en facilitant la mobilisation de ressources bancaires au profit d'un opérateur clé de la production et de la distribution d'électricité.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Bien que les opérations portent sur des instruments de partage de risque, leurs effets économiques sont structurants :

- la sécurisation des financements de trésorerie de la CIE contribuera à la continuité de l'approvisionnement en électricité, facteur essentiel de maintien et de création d'emplois dans l'ensemble des secteurs productifs ;
- le règlement partiel des factures des producteurs indépendants d'électricité (IPP) et des fournisseurs gaziers favorisera la stabilité financière de ces acteurs, soutenant ainsi l'investissement, l'emploi et la création de valeur ajoutée ;
- la consolidation du secteur énergétique renforcera, à terme, la compétitivité de l'économie ivoirienne et la mobilisation des recettes fiscales.

Coût et schéma de financement du projet

Les opérations consistent à garantir partiellement les encours des deux facilités de trésorerie à moyen terme accordées par la BACI à la CIE :

- **Première facilité (2022) :**
 - Encours au 31 janvier 2025 : 9 806 MFCFA ;
 - Prise de risque nette de la BACI : 3 922 MFCFA ;
 - Montant garanti par la BOAD : 5 884 MFCFA ;
 - Maturité de la garantie : 30 octobre 2025.
- **Seconde facilité (2023) :**
 - Encours au 31 janvier 2025 : 6 419 MFCFA ;
 - Prise de risque nette de la BACI : 1 605 MFCFA ;
 - Montant garanti par la BOAD : 4 814 MFCFA ;
 - Maturité de la garantie : 30 avril 2026.

En complément, la BOAD mettra en place deux lignes de crédit de trésorerie à court terme, adossées aux garanties, destinées à couvrir d'éventuels appels en garantie. Les tirages

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

éventuels seront remboursables sur une maturité maximale de trois (03) mois, dans la limite de la durée de validité des garanties.

.

FICHES DES PROJETS FINANÇÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

DIEN**23. PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE ODIENNE -
DIOLATIÉDOUGOU EN REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE****Objet**

Le projet porte sur : (i) l'aménagement et le bitumage de la route Odienné – Dioulatiédougou sur 80 km, incluant 2 km en 2x2 voies à la traversée de Dioulatiédougou ; (ii) la construction de 6 km de voies urbaines à Odienné et Dioulatiédougou.

Objectifs

L'objectif global est de désenclaver les localités desservies, renforcer la mobilité et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Les objectifs spécifiques visent à : (i) réduire de 50 % le temps de parcours des véhicules légers et poids lourds ; (ii) abaisser de 65 % les coûts d'entretien des véhicules après mise en service ; (iii) diminuer de 70 % le nombre d'accidents sur l'itinéraire concerné.

Justification

Le projet répond à plusieurs impératifs de développement :

- il est aligné sur le PND 2021–2025 de la Côte d'Ivoire ;
- il contribue au désenclavement des zones traversées et au renforcement de l'intégration régionale ;
- il participe à la structuration du réseau interurbain, nécessaire à la dynamique économique de la région.

Il s'inscrit également dans le Plan Stratégique DJOLIBA 2021–2025 de la BOAD :

- Axe 1 – Intégration régionale : 30 % ;
- Axe 2 – Création de valeur et emplois productifs : 60 % ;
- Axe 3 – Résilience climatique : 10 %.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Le projet générera un impact socio-économique significatif à travers :

- la **création d'emplois directs et indirects** pendant les phases de travaux et d'exploitation ;
- la **réduction des coûts de transport**, améliorant la compétitivité économique locale ;
- le **désenclavement** des zones agro-pastorales, stimulant les échanges et la commercialisation ;
- une **baisse des accidents de la route**, contribuant à un meilleur bien-être des populations ;
- la **dynamisation des activités économiques** et des services sociaux de base grâce à l'amélioration de l'accessibilité.

Coût et schéma de financement du projet

Le **coût total hors taxes** du projet s'élève à **52 458 millions FCFA**, incluant les imprévus.

Le financement est structuré comme suit :

- BOAD : 30 000 millions FCFA
- Banques commerciales locales : 22 324 millions FCFA
- État de Côte d'Ivoire : 134 millions FCFA

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

24. PROJET D'EXTENSION DE VIDEO-PROTECTION UNIFIEE (VPU) ET D'INTEGRATION DU VOLET CYBERSECURITE EN REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE**Objet**

Le projet vise à renforcer la sécurité physique et numérique du territoire ivoirien à travers :

- l'extension de la couverture du réseau de vidéo-surveillance et du réseau de communication mobile à trois nouvelles localités : Adzopé, Dimbokro et Tafiré ;
- la densification des infrastructures existantes dans les localités déjà équipées ;
- la mise à niveau logicielle et l'augmentation des capacités des systèmes et applications existants ;
- le déploiement d'un Centre national de cybersécurité, intégrant un dispositif de protection du cyberspace national au sein de la plateforme VPU.

Objectifs

L'objectif global est de renforcer la sécurité des personnes, des biens et des données, afin de garantir un environnement propice à la mobilité, à la stabilité et au développement économique.

Les objectifs spécifiques sont de :

- moderniser 100 % des installations vétustes des phases I & II du projet ;
- étendre la couverture à trois nouvelles localités ;
- assurer la protection du cyberspace national, incluant trois Organismes à Importance Vitale (OIV) et la gestion intégrale du trafic des backbones internet.

Justification

Le projet est motivé par des besoins stratégiques et opérationnels majeurs :

- son alignement avec le PND 2021–2025, qui met l'accent sur la sécurité, la gouvernance et la transformation numérique ;
- la nécessité urgente de disposer d'un centre national opérationnel dédié à la cybersécurité ;
- l'impératif de renforcer la couverture géographique du réseau de vidéoprotection pour soutenir les efforts de sécurité urbaine et de prévention des risques.

Il s'inscrit pleinement dans le Plan Stratégique DJOLIBA 2021–2025 de la BOAD :

- Axe 1 – Intégration régionale : 30 % ;
- Axe 2 – Création de valeur et d'emplois productifs : 70 %.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Le projet générera des impacts significatifs, tant socio-économiques que sécuritaires :

- création d'emplois directs et indirects pendant les phases de déploiement, d'exploitation et de maintenance ;
- renforcement de la sécurité urbaine, facteur essentiel à l'attractivité économique et aux investissements ;
- amélioration de la résilience numérique du pays, réduisant les pertes économiques liées aux incidents cyber ;
- contribution à la stabilité des activités commerciales, grâce à la traçabilité renforcée des flux et à la protection des infrastructures critiques ;
- appui à la création de valeur dans les secteurs technologiques (télécoms, cybersécurité, services numériques).

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total hors taxes du projet est estimé à 84 750 millions FCFA. Le schéma de financement se répartit comme suit :

- BOAD : 30 000 millions FCFA
- Banques locales : 54 600 millions FCFA
- État de Côte d'Ivoire : 150 millions FCFA

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

25. PROJET D'EXTENSION ET DE MODERNISATION DU RESEAU DE COMMUNICATION ELECTRONIQUE DE LA SOCIETE ORANGE MALI SA EN REPUBLIQUE DU MALI**Objet**

Le projet constitue un volet majeur du programme d'investissement d'Orange Mali pour la période 2025–2030. Il vise le renforcement des infrastructures, l'accroissement des capacités et l'extension de la couverture du réseau sur l'ensemble du territoire malien.

Objectifs

L'objectif général est de renforcer la qualité de service et de positionner Orange Mali comme l'opérateur multi-services de référence, offrant la meilleure expérience client sur le marché des communications électroniques au Mali.

Les objectifs spécifiques à l'horizon 2030 sont de :

- étendre et densifier le réseau pour atteindre plus de 95 % de couverture ;
- améliorer la disponibilité du réseau et réduire les coûts énergétiques à moins de 2 % du chiffre d'affaires ;
- accroître le parc 4G de plus de 3,1 millions de nouveaux abonnés, avec une croissance annuelle moyenne des usages data de 18,8 % ;
- développer les services financiers numériques avec plus de 2,3 millions de nouveaux comptes Orange Money actifs.

Justification

Le projet est motivé par :

- la forte croissance du marché des communications électroniques au Mali, stimulée par l'essor du numérique et de la demande en services data ;
- la nécessité d'améliorer la qualité du réseau, d'étendre la couverture et d'assurer une meilleure disponibilité énergétique.

Il s'inscrit dans l'Axe 2 du Plan Stratégique DJOLIBA 2021–2025 de la BOAD : *création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé*.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

La mise en œuvre du projet contribuera significativement :

- à la création d'emplois directs et indirects, notamment dans les télécommunications, la maintenance, la distribution et les services financiers mobiles ;
- au renforcement de l'inclusion numérique, grâce à l'extension du réseau mobile et data dans les zones sous-desservies ;
- à l'amélioration de la productivité des entreprises et à la modernisation de l'économie via une connectivité plus fiable ;
- à l'extension des services Mobile Money, favorisant la fluidité des transactions financières et l'inclusion financière ;
- à la réduction des coûts énergétiques, contribuant à la compétitivité opérationnelle de l'opérateur et à la durabilité du secteur.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total hors taxes du programme est estimé à 78 522 millions FCFA. Le financement est structuré comme suit :

- BOAD : 20 000 millions FCFA
- SFI : 30 000 millions FCFA
- Orange Mali SA : 28 522 millions FCFA (mobilisés sur fonds propres à partir des flux de l'activité courante)

FICHES DES PROJETS FINANÇÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

26. PROJET DE DEPLOIEMENT DU « SYSTEME DE COMMUNICATION INTEGRE DES FORCES DE SECURITE INTERIEURE « SCIFSI » AU BURKINA FASO**Objet**

Le projet vise à étendre la couverture du réseau de communication électronique à 32 localités du Burkina Faso et à moderniser les systèmes de communication utilisés par les Forces de Sécurité Intérieure (FSI).

L'objectif global est de renforcer les capacités opérationnelles des FSI afin d'assurer efficacement la protection des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national.

Objectifs

Les objectifs spécifiques sont de :

- garantir une **couverture en réseau sécurisé et fiable** dans au moins 32 localités ;
- doter **100 %** des postes de police, brigades de gendarmerie, unités de sapeurs-pompiers, gouvernorats, préfectures et mairies des localités concernées de terminaux de communication modernes ;
- assurer l'**hébergement au Burkina Faso de 100 % des données** des ministères en charge de la sécurité intérieure et de l'administration territoriale ;
- réduire d'au moins **25 %** les charges de communication des ministères concernés.

Justification

Le projet se justifie par :

- son alignement avec le **Pilier 1 du Plan d'Action pour la Stabilisation et le Développement (PA-SD)**, notamment l'objectif stratégique OS 1.2 relatif au renforcement de la sécurité intérieure et de la défense du territoire ;
- la nécessité de **moderniser les outils de communication** afin d'améliorer l'organisation, l'efficacité et l'intervention des FSI ;
- l'importance de **mutualiser et intégrer les systèmes de communication** pour faciliter la coordination entre unités opérant sur le terrain.

Il est également conforme au **Plan Stratégique DJOLIBA 2021-2025 de la BOAD**, contribuant :

- à **30 %** à l'Axe 1 – Intégration régionale ;
- à **70 %** à l'Axe 2 – Création de valeur et emplois productifs en appui aux États et au secteur privé.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Le projet devrait générer des impacts significatifs, notamment :

- la **création d'emplois directs et indirects** lors des phases de fourniture, d'installation, de maintenance et de gestion du réseau ;
- le **renforcement de la sécurité**, condition essentielle à l'attractivité économique, aux investissements et à la stabilité sociale ;
- l'amélioration de la **coordination opérationnelle des FSI**, favorisant une réponse plus rapide et plus efficace en matière de sécurité publique ;
- la **réduction des coûts de communication**, améliorant l'efficacité budgétaire des administrations concernées ;
- le soutien indirect à l'activité économique locale grâce à un environnement sécurisé.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total **hors taxes** du projet est de **20 655 millions FCFA**. Le schéma de financement se présente comme suit :

- **BOAD : 20 000 millions FCFA**
- **État burkinabè : 655 millions FCFA**

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

27. PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEDOUBLEMENT DE LA ROUTE OUIDAH-HILLACONDI (58,5 KM) : SECTION OUIDAH – AGONKANMEY (7 KM) EN REPUBLIQUE DU BENIN**Objet**

La tranche prioritaire du projet concerne la reconstruction en 2x2 voies de la route Ouidah – Agonkanmey sur un linéaire de 7 km, incluant des trottoirs de 3,5 m de largeur de part et d'autre de la voie.

Objectifs

L'objectif global est de renforcer l'intégration régionale et de soutenir la croissance des échanges intra-régionaux, notamment sur le corridor Cotonou–Lomé.

Les objectifs spécifiques sont de :

- réduire de 35 % le temps de parcours sur le corridor dès la première année de mise en service (2028) ;
- accroître de 50 % les échanges économiques nationaux et internationaux à partir de 2028 ;
- améliorer la sécurité et le confort des usagers, en réduisant le nombre d'accidents de 30 % (de 210 accidents annuels en moyenne à environ 150 à partir de 2028).

Justification

Le projet est motivé par :

- sa **cohérence avec le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG)** du Bénin ;
- son rôle structurant pour **l'intégration régionale** et la fluidité du trafic sur le corridor international Cotonou–Lomé ;
- sa contribution au **développement économique** des zones traversées et au désenclavement des localités.

Il s'inscrit pleinement dans le **Plan Stratégique DJOLIBA 2021-2025** de la BOAD :

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale – **60 %**
- Axe 2 : Création de valeur et emplois productifs – **30 %**
- Axe 3 : Résilience au changement climatique – **10 %**

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

La réalisation du projet permettra :

- la **création d'emplois directs et indirects** lors des travaux de construction et au cours de l'exploitation ;
- la **réduction des coûts de transport** et l'amélioration de la compétitivité des échanges commerciaux ;
- la **stimulation des activités économiques** grâce à une meilleure connectivité avec les zones urbaines et portuaires ;
- une **amélioration notable de la sécurité routière**, réduisant les pertes humaines et économiques liées aux accidents ;
- la **valorisation du territoire** environnant et l'attraction de nouveaux investissements.

Coût et schéma de financement du projet

Le **coût total hors taxes** de la tranche prioritaire du projet, incluant les imprévus, est estimé à **31 800 millions FCFA**.

Le financement est réparti comme suit :

- **BOAD : 30 000 millions FCFA**
- **État du Bénin : 1 800 millions FCFA**

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

28. PROJET D'APPUI A LA COMPAGNIE AIR COTE D'IVOIRE POUR L'AQUISITION D'AVIONS EN REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE**Objet**

Le projet consiste en l'acquisition de deux (2) avions long-courriers Airbus A330-900 Néo destinés à renforcer la flotte d'Air Côte d'Ivoire et à permettre le lancement de liaisons intercontinentales depuis Abidjan.

Objectifs

L'objectif global est de positionner Air Côte d'Ivoire sur le segment long-courrier, en reliant Abidjan à des destinations stratégiques telles que Paris, Beyrouth, Genève, Londres, New York et Washington.

Les objectifs spécifiques sont de :

- maintenir une part de marché d'au moins 50 % en Afrique de l'Ouest et du Centre ;
- étendre le réseau à 30 destinations internationales, dont 24 en Afrique et 6 en Europe et en Amérique ;
- porter le taux de satisfaction client à 51 % au moins.

Justification

Le projet repose sur plusieurs éléments structurants :

- le positionnement stratégique d'Air Côte d'Ivoire, qui dispose d'un marché porteur pour le long-courrier et d'un rôle central dans la connectivité régionale ;
- son inscription dans le Plan National de Développement de la Côte d'Ivoire, qui soutient l'expansion du hub aérien d'Abidjan ;
- sa contribution à l'intégration régionale, via une meilleure accessibilité entre l'UEMOA et les grandes métropoles internationales.

Il s'aligne également sur le Plan Stratégique DJOLIBA 2021-2025 de la BOAD, en contribuant :

- à 50 % à l'Axe 1 – Renforcement de l'intégration régionale ;
- à 50 % à l'Axe 2 – Création de valeur et d'emplois productifs.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Les retombées du projet sont multiples :

- création d'emplois directs et indirects dans l'aviation civile, les services aéroportuaires et les activités connexes ;
- renforcement du hub d'Abidjan, stimulant les investissements, le tourisme et les échanges commerciaux ;
- amélioration de la connectivité internationale de la Côte d'Ivoire et des pays de l'UEMOA ;
- augmentation du trafic passagers et cargo, soutenant la croissance économique régionale ;
- montée en gamme de l'offre de service, renforçant l'attractivité de la compagnie sur le marché africain et international.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total **hors taxes**, incluant les imprévus, s'établit à **166 931 millions FCFA**.

Le financement du projet est réparti comme suit :

- BOAD : 30 000 millions FCFA (17,97 %)
- BADEA : 77 031 millions FCFA (46,15 %)
- Air Côte d'Ivoire : 59 900 millions FCFA (35,98 %), mobilisés sur fonds propres via les flux de son activité courante

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

29. PROJET DE RENFORCEMENT DE LA VOIRIE DE LA VILLE DE NIAMEY EN REPUBLIQUE DU NIGER**Objet**

Le projet porte sur :

- l'aménagement du prolongement de la Route Nationale RN25 (Niamey–Filingué) sur 3,1 km, incluant la construction d'un pont de 100 m au PK 2+100 (SAGA GOROU) ;
- l'aménagement et le bitumage de la voie Rond-point Escadrille – Tondigamey sur 1,2 km, en plein cœur de Niamey.

Objectifs

L'objectif global est de **renforcer la mobilité urbaine** dans la capitale nigérienne, en améliorant la connectivité des quartiers et en facilitant les échanges économiques.

Les objectifs spécifiques visent à :

- réduire le **temps de parcours de 30 à 10 minutes**, soit un gain de **67 %** ;
- diminuer les **coûts d'exploitation des véhicules de 30 %** dès la première année de mise en service ;
- réduire de **70 %** le nombre d'accidents ;
- améliorer de **plus de 80 %** la connectivité des quartiers périphériques.

Justification

Le projet s'inscrit dans :

- le **Programme de Résilience pour la Sauvegarde de la Patrie (PRSP)**, qui met l'accent sur la mobilité, la sécurité et la résilience des infrastructures ;
- la nécessité de fluidifier le trafic urbain et de renforcer la sécurité routière ;
- la dégradation des infrastructures existantes, rendant indispensable une modernisation.

Il est également conforme au **Plan Stratégique DJOLIBA 2021–2025**, contribuant :

- à **30 %** à l'Axe 1 – Intégration régionale ;
- à **45 %** à l'Axe 2 – Création de valeur et emplois productifs ;
- à **25 %** à l'Axe 3 – Résilience au changement climatique.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Les principaux effets socio-économiques attendus sont :

- la création d'emplois directs et indirects durant la phase de construction et d'exploitation ;
- une amélioration significative de la mobilité, facilitant l'accès aux services, aux marchés et aux zones d'activité ;
- une réduction des coûts de transport, favorisant la compétitivité des acteurs économiques ;
- une baisse des accidents, renforçant le bien-être et la sécurité des populations ;
- une augmentation des échanges intra-urbains, moteur de dynamisation économique locale.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total **hors taxes**, incluant les imprévus, s'élève à **14 600 millions FCFA**.

Le financement est structuré comme suit :

- **BOAD : 14 000 millions FCFA**
- **État du Niger : 600 millions FCFA**

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

30. PROJET DE RENFORCEMENT DES MOYENS DE COMMUNICATION ELECTRONIQUE DES FORCES DE SECURITE INTERIEURE EN REPUBLIQUE DU SENEGAL**Objet**

Le projet vise l'acquisition et le déploiement de solutions technologiques avancées destinées à renforcer les systèmes de communication électronique et la vidéoprotection au profit des **Forces de Sécurité Intérieure (FSI)** dans les villes de **Dakar, Diamniadio et Saly**.

Objectifs

L'objectif général est de **renforcer la sécurité physique** dans ces trois pôles urbains stratégiques, afin d'assurer la **libre circulation des personnes et des biens**.

Les objectifs spécifiques sont de :

- garantir une **couverture intégrale (100 %)** des trois villes par un réseau de communication mobile sécurisé et des caméras de vidéoprotection ;
- améliorer l'**accessibilité aux numéros d'urgence** des FSI (Police – 17 ; Sapeurs-pompiers – 18 ; Gendarmerie – 123 et 800 20 20) ;
- assurer l'**hébergement intégral des plateformes et applications** des FSI dans un **centre de données propriétaire** implanté au Sénégal.

Justification

Le projet se justifie par :

- son **alignement avec la Stratégie Nationale de Développement 2025–2029**, qui met un accent particulier sur la gouvernance sécuritaire et la digitalisation des services publics ;
- la nécessité de **renforcer la sécurité physique** dans les zones à forte densité urbaine et touristique ;
- l'impératif de **centraliser et sécuriser l'hébergement des données stratégiques** des FSI dans un data center national.

Le projet est également conforme au **Plan Stratégique DJOLIBA 2021-2025 de la BOAD**, contribuant :

- à **30 %** à l'Axe 1 – Renforcement de l'intégration régionale ;
- à **70 %** à l'Axe 2 – Création de valeur et d'emplois productifs.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Le projet permettra :

- la **création d'emplois directs et indirects** dans les domaines de la technologie, de l'installation, de la maintenance et de la sécurité ;
- le **renforcement de la sécurité urbaine**, favorable à l'attractivité économique, touristique et à l'implantation d'investissements privés ;
- l'amélioration de la **réactivité opérationnelle** des forces de sécurité, réduisant les risques, incidents et pertes économiques liées à l'insécurité ;
- la **sécurisation du cyberspace des FSI**, avec un gain substantiel en productivité et en continuité d'activité ;
- la modernisation des infrastructures numériques, créant un environnement favorable à l'**économie numérique et à l'innovation technologique**.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total hors taxes du projet est de 41 930 millions FCFA. Le schéma de financement se présente comme suit :

- BOAD : 40 000 millions FCFA
- État sénégalais : 1 930 millions FCFA

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

31. PROJET DE RECONSTRUCTION ET D'EXPLOITATION DE TROIS (3) MARCHES EN BUILD-OPERATE-TRANSFER (BOT) DANS LA COMMUNE DE YOPOUGON PAR LA SOCIÉTÉ SS WORLD EN RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE**Objet**

Le projet consiste en la **reconstruction et l'exploitation, selon le modèle Build-Operate-Transfer (BOT), de trois marchés modernes situés à Port-Bouët 2, Lubafrique et Niangon Sud, dans la Commune de Yopougon à Abidjan.**

Objectifs

L'objectif global est de **doter Yopougon – la commune la plus peuplée du District Autonome d'Abidjan – d'infrastructures commerciales modernes, adaptées aux besoins croissants des populations et des acteurs économiques.**

Les objectifs spécifiques visent à :

- **aménager, construire et exploiter trois marchés** couvrant une superficie totale de **58 247 m²** ;
- attribuer **environ 11 000 espaces commerciaux modernes** à l'horizon 2027 ;
- moderniser et sécuriser la gestion commerciale grâce à l'organisation d'**espaces dédiés par secteur d'activité** (textile, couture, cosmétique, volaille, poissonnerie, produits alimentaires, etc.).

Justification

Le projet est justifié par :

- sa **cohérence avec le Plan National de Développement**, qui met un accent particulier sur l'amélioration des infrastructures urbaines et commerciales ;
- son rôle dans la **modernisation du tissu commercial** de la Commune de Yopougon, en réponse à une forte pression démographique et économique ;
- l'existence d'un **besoin réel et d'un marché porteur**, reflétant la demande croissante en infrastructures modernes, sécurisées et bien organisées.

Il s'inscrit également dans le **Plan Stratégique DJOLIBA 2021-2025** de la BOAD :

- Axe 2 – Création de valeur et d'emplois productifs : **70 %** ;
- Axe 3 – Renforcement de la résilience au changement climatique : **30 %**.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Le projet générera des impacts socio-économiques majeurs, notamment :

- la **création d'emplois directs et indirects**, tant pendant la phase de construction que durant l'exploitation des marchés ;
- la **dynamisation du commerce local**, avec plus de **11 000 commerçants** bénéficiant d'espaces modernes et sécurisés ;
- l'**amélioration des conditions sanitaires et de sécurité**, favorisant un commerce plus attractif et plus compétitif ;
- le renforcement des **recettes locales** à travers une gestion modernisée et plus efficiente ;
- l'amélioration de l'**organisation urbaine**, avec des infrastructures adaptées aux normes contemporaines.

Coût et schéma de financement du projet

Le **coût total hors taxes** du projet s'élève à **45 683 millions FCFA**. Le schéma de financement se présente comme suit :

- **BOAD : 10 000 millions FCFA**
- **Banques locales : 20 000 millions FCFA**

(Le complément du financement est mobilisé via le modèle BOT par le partenaire privé opérateur.)

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

32. PROJET DE CONSTRUCTION ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE NATIONALE N°22 (RN 22) KONGOUSSI – DJIBO AU BURKINA FASO**Objet**

Le projet porte sur :

- la **construction et le bitumage** de la Route Nationale RN22, entre Kongoussi et Djibo, sur une longueur de **96 km** ;
- la **construction d'un poste de péage**, destiné à soutenir l'entretien et la durabilité de l'infrastructure.

Objectifs

L'objectif global est de **contribuer à la résolution de la crise sécuritaire et humanitaire** dans la zone du Sahel, grâce au **désenclavement de la région**, condition essentielle au développement économique et social.

Les objectifs spécifiques visent à :

- réduire d'environ **50 %** le temps de parcours ;
- abaisser de **60 %** les coûts d'exploitation des véhicules dès la première année de mise en service ;
- diminuer de **plus de 60 %** le nombre d'accidents.

Justification

Le projet se justifie par des motivations stratégiques fortes :

- son inscription dans le **Plan d'Actions pour la Stabilisation et le Développement (PA-SD)** ;
- son apport décisif au **renforcement de la sécurité** des usagers dans une zone fragile ;
- sa contribution à l'**intégration régionale** et au **développement socio-économique** des localités desservies.

Il est par ailleurs en adéquation avec les trois axes du **Plan Stratégique DJOLIBA 2021-2025** :

- Axe 1 – Intégration régionale : **45 %** ;
- Axe 2 – Création de valeur et emplois productifs : **30 %** ;
- Axe 3 – Résilience au changement climatique : **25 %**.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Les impacts socio-économiques attendus sont significatifs :

- **création d'emplois directs et indirects** durant les phases de construction et d'exploitation ;
- **accélération des échanges commerciaux** grâce à un corridor plus sûr et plus rapide ;
- **réduction des coûts de transport et d'exploitation**, améliorant la compétitivité des acteurs économiques ;
- **amélioration de l'accessibilité** des zones rurales et des services essentiels (santé, écoles, marchés) ;
- contribution à la **stabilité sociale**, favorisée par un désenclavement accru et une meilleure présence de l'État.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total **hors taxes** du projet, incluant les imprévus, est estimé à **31 720 millions FCFA**.

Le schéma de financement est réparti comme suit :

- **BOAD : 20 000 millions FCFA**
 - dont **10 000 millions FCFA** approuvés en **septembre 2025**
 - et **10 000 millions FCFA** prévus au **premier semestre 2026**
- **Banques locales : 11 503 millions FCFA**

FICHES DES PROJETS FINANÇÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

33. PROJET DE CONSTRUCTION DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE OUAGADOUGOU-DONSIN, AU BURKINA FASO**Objet**

L'objet et les objectifs initiaux du projet demeurent **inchangés** dans le cadre de ce prêt de consolidation. Pour rappel, le projet vise à **améliorer la compétitivité du transport aérien burkinabè** et à **stimuler le développement des zones d'influence** adjacentes.

Objectifs

L'objectif global est de renforcer l'**attractivité du hub aérien national**, en garantissant des infrastructures modernes, conformes aux standards internationaux.

Justification

Les besoins additionnels identifiés résultent des **études d'actualisation et de révision** du marché des travaux de voirie côté ville (Lot 3.1), réalisées dans le cadre de la consolidation du projet. Ces études ont révélé un besoin de financement supplémentaire de **5 518 millions FCFA (HT)**.

La présente opération permettra :

- de **couvrir ces besoins supplémentaires** ;
- d'assurer le **bouclage complet du financement** du marché du Lot 3.1 ;
- de garantir la continuité optimale de la mise en œuvre.

Le projet reste aligné sur le **Plan Stratégique DJOLIBA 2021-2025 de la BOAD**, contribuant :

- à **70 %** à l'Axe 1 – Intégration régionale ;
- à **20 %** à l'Axe 2 – Création de valeur et d'emplois productifs ;
- à **10 %** à l'Axe 3 – Résilience au changement climatique.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Le projet consolidé devrait générer :

- des **emplois directs** liés aux travaux d'infrastructures et à la supervision ;
- des **emplois indirects** dans les services de transport, d'approvisionnement et de logistique aéroportuaire ;
- une **augmentation des flux économiques** grâce à une meilleure connectivité nationale et régionale ;
- le **renforcement de l'attractivité économique** des zones avoisinantes ;
- une amélioration des **conditions de mobilité** et de la **desserte aérienne**, créant un environnement favorable au commerce et au tourisme.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total hors taxes du projet consolidé est de 413 310 millions FCFA.

La contribution de la BOAD s'élève à 46 900 millions FCFA, répartie comme suit :

- 25 000 millions FCFA – prêt initial (juin 2013) ;
- 16 000 millions FCFA – prêt complémentaire (novembre 2021) ;
- 5 900 millions FCFA – prêt de consolidation (2025).

Dans ce montant, le prêt de consolidation intègre :

- 382 millions FCFA au titre de l'avance consentie à l'État en 2004 pour les études d'impact environnemental et social ;
- 5 518 millions FCFA destinés à couvrir les besoins supplémentaires identifiés sur le Lot 3.1.

Le reste du financement est assuré par l'État burkinabè et les autres partenaires du projet.

FICHES DES PROJETS FINANÇÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

**34. PROJET DE REHABILITATION ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE NATIONALE (RN8) :
SECTION ORODARA – FRONTIERE DU MALI (55 KM)****Objet**

Le projet global concerne la réhabilitation et le bitumage de la route communautaire Cu2a Bobo-Dioulasso – Orodara – Frontière du Mali (130 km), réalisée en trois lots. L'intervention de la BOAD porte spécifiquement sur le Lot 3, à savoir la section Orodara – Frontière du Mali (RN8), longue de 55 km, incluant la construction d'un pont à deux travées de 15 m chacune et l'installation d'un poste de péage et de pesage.

Objectifs

L'objectif global est d'améliorer les conditions de circulation dans la Province du Kénédougou, couvrant sept communes : Bobo-Dioulasso, Karangasso-Sambla, Kourinion, Orodara, Samogohiri, Kangala et Koloko.

Les objectifs spécifiques sont de :

- réduire de 50 % le temps de parcours (de 2 heures à 1 heure) ;
- diminuer de plus de 60 % les accidents de circulation ;
- réduire de 60 % les coûts d'exploitation des véhicules dès la première année de mise en service.

Justification

Le projet est justifié par :

- son **alignement avec le Plan d'Actions pour la Stabilisation et le Développement (PA-SD)** ;
- l'**état de dégradation avancée** de la route existante, rendant indispensables des travaux de réhabilitation ;
- son rôle clé dans l'**intégration régionale** et le développement socio-économique de l'aire d'intervention, notamment pour la liaison stratégique **Burkina Faso – Mali**.

Il s'inscrit également dans le **Plan Stratégique DJOLIBA 2021-2025**, contribuant :

- à **50 %** à l'Axe 1 (Intégration régionale) ;
- à **35 %** à l'Axe 2 (Création de valeur et emplois productifs) ;
- à **15 %** à l'Axe 3 (Résilience climatique).

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Le projet générera des impacts multiformes :

- **création d'emplois directs et indirects** pendant les phases de travaux et d'exploitation ;
- **désenclavement** des localités et amélioration de l'accès aux services sociaux et économiques ;
- **dynamisation des échanges commerciaux**, notamment transfrontaliers avec le Mali ;
- réduction durable des **coûts logistiques**, favorisant la compétitivité des filières agricoles et commerciales ;
- renforcement de la **sécurité routière**, avec une nette diminution des pertes humaines et matérielles.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total hors taxes du projet est évalué à 75 084 millions FCFA. Le financement prévisionnel se répartit comme suit :

- FSR-B : 11 113 millions FCFA
- Vista Bank Burkina : 33 724 millions FCFA
- BOAD : 30 000 millions FCFA
 - 20 000 millions FCFA (décembre 2025)
 - 10 000 millions FCFA (1er semestre 2026)

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

- État : 248 millions FCFA

FICHES DES PROJETS FINANÇÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

35. PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE USINE D'ASSEMBLAGE D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES, ELECTRONIQUES ET ELECTROMENAGERS PAR LA SOCIETE SYRRIUS INDUSTRIES SA AU BENIN**Objet**

Le projet vise la **construction et l'exploitation d'une usine d'assemblage** de matériels informatiques, électroniques et électroménagers par SYRRIUS INDUSTRIES SA, au sein de la **Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ)** au Bénin.

Objectifs

L'objectif global est de contribuer à l'industrialisation du Bénin, en permettant l'assemblage local d'ordinateurs, tablettes, smartphones, décodeurs, drones et appareils électroménagers, conformes aux standards internationaux et proposés à des coûts compétitifs.

Les objectifs spécifiques sont de :

- réduire de 30 à 50 % le prix des terminaux numériques au Bénin ;
- atteindre 5 % de part de marché des smartphones et ordinateurs dans la sous-région en cinq ans, puis 25 % en dix ans ;
- créer au moins 200 emplois directs pour des profils techniques et administratifs.

Justification

Le projet se justifie par :

- l'existence d'un marché porteur pour les équipements informatiques, électroniques et électroménagers au Bénin et dans la sous-région ;
- son alignement avec le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG 2021-2026), qui promeut la transformation structurelle de l'économie à travers l'industrialisation et la création d'emplois.

Il est également conforme au Plan Stratégique DJOLIBA 2021-2025, en particulier l'Axe 2 : *Création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé.*

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Les principaux effets socio-économiques attendus incluent :

- la création de 200 emplois directs et de nombreux emplois indirects dans les chaînes d'approvisionnement, la distribution, la logistique et les services ;
- le développement d'un écosystème industriel local, favorisant la montée en compétences techniques et technologiques ;
- la réduction du coût des équipements numériques, facilitant l'accès aux outils digitaux et soutenant la digitalisation de l'économie ;
- la valorisation du contenu local, avec un impact positif sur les revenus des ménages et sur la compétitivité des entreprises ;
- la consolidation de la GDIZ en pôle industriel régional.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total hors taxes, incluant les imprévus, est estimé à 11 625 millions FCFA.

Le schéma de financement est réparti comme suit :

- BOAD : 5 000 millions FCFA
- Banques locales et autres partenaires financiers : 1 350 millions FCFA
- Crédit fournisseur : 1 293 millions FCFA
- Apport de SYRRIUS INDUSTRIES SA : 4 032 millions FCFA

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

36. PROGRAMME D'URGENCE DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DANS LA REGION DES SAVANES (PURS) EN REPUBLIQUE TOGOLAISE : PROPOSITION DE REAFFECTATION DE RESSOURCES DU VOLET ENERGIE AU FOND TINGA

Objet

L'opération porte sur la réaffectation des ressources initialement allouées à la sous-composante *Travaux d'électrification* du programme initial, afin de financer des travaux de branchement des populations aux réseaux électriques existants.

Pour rappel, la sous-composante initiale couvrait :

- l'extension des réseaux d'électricité,
- la réalisation de 3 455 branchements.

Objectifs

L'objectif global demeure l'amélioration de l'accès à l'électricité pour renforcer la résilience économique et sociale des populations de la Zone d'Intervention Prioritaire (ZIP) des Savanes.

Les objectifs spécifiques de l'opération sont de :

- répondre aux besoins croissants de branchement des ménages dans la Région des Savanes ;
- améliorer durablement les conditions de vie des populations ;
- renforcer l'accès aux services sociaux de base et soutenir les activités économiques locales.

Justification

Le programme initial était justifié par :

- son alignement avec la Feuille de Route Gouvernementale 2020-2025 ;
- la nécessité d'améliorer les conditions de vie et la résilience des populations de la ZIP ;
- sa contribution à la dynamisation des activités économiques.

La présente opération se justifie par :

- la nécessité de couvrir de manière adéquate les besoins de branchement des populations, largement supérieurs aux prévisions initiales ;
- l'importance d'accélérer l'accès universel à l'électricité, facteur clé d'inclusion sociale et de développement.

Elle s'inscrit dans l'Axe 2 du Plan Stratégique DJOLIBA 2021-2025 : *Création de valeur et emplois productifs en appui aux États*.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

L'opération permettra :

- l'amélioration immédiate du taux d'accès à l'électricité dans la Région des Savanes ;
- la création d'emplois directs et indirects (techniciens, électriciens, entreprises locales installatrices) ;
- le renforcement du pouvoir économique des ménages grâce à l'accès à l'énergie pour les activités génératrices de revenus ;
- une amélioration du bien-être social (éducation, santé, sécurité, réfrigération des denrées, etc.).

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total hors taxes du programme initial est de 31 761 millions FCFA, financé par :

- BOAD : 30 000 millions FCFA,
- État togolais : 1 761 millions FCFA.

La présente opération concerne la réaffectation de 4 500 millions FCFA au profit du Fonds TINGA pour la réalisation des branchements, financés comme suit :

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

- BOAD : 4 048 millions FCFA ;
- État togolais : 452 millions FCFA.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

DSEI**37. PROPOSITION DE PRET POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DU PROJET DE CONSTRUCTION DE 06 LYCEES PROFESSIONNELS SPECIALISES EN AGRICULTURE ET AGROINDUSTRIE A TAMBACOUNDA, LOUGA, MATAM, DJOURBEL, KOLDA ET THIES - PHASE 1 THIES ET DJOURBEL (20 000 MFCFA)****Objet**

L'opération porte sur la construction et l'équipement de deux (02) Lycées Professionnels en Agriculture et Agroalimentaire (LPAA) dans les régions de Thiès et de Diourbel, en République du Sénégal, dans le cadre de la première phase d'un programme national visant la mise en place de six (06) LPAA.

Objectifs

L'objectif général est de renforcer l'offre nationale de formation professionnelle en agriculture et agroalimentaire, en développant des compétences adaptées aux besoins du marché du travail et en améliorant l'employabilité des jeunes. Plus spécifiquement, le projet vise à : (i) assurer la formation en alternance d'environ 9 000 apprenants par an dans une soixantaine de métiers agricoles et agroalimentaires ; et (ii) favoriser l'insertion professionnelle d'au moins 6 000 jeunes par an au sein des chaînes de valeur de l'agrobusiness.

Justification

Le projet se justifie par : (i) son alignement avec l'Axe 2 de la Stratégie Nationale de Développement (SND) 2025-2029 relatif au capital humain et à l'équité sociale ; (ii) sa contribution directe à l'amélioration de l'employabilité des jeunes et à la modernisation de l'enseignement technique et professionnel ; et (iii) sa cohérence avec l'axe stratégique 2 du Plan DJOLIBA de la BOAD, axé sur la création de valeur et d'emplois productifs au sein de l'UEMOA.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Le projet permettra la formation de 4 500 jeunes par an et l'insertion durable d'environ 3 600 diplômés chaque année dans les filières agricoles et agroalimentaires. La phase de construction générera au moins 1 650 emplois équivalent temps plein. À moyen et long termes, le développement de l'entrepreneuriat des diplômés, l'amélioration de la productivité agricole et la structuration des chaînes de valeur contribueront à la création d'emplois indirects et induits, à l'augmentation des revenus des ménages et à la mobilisation de recettes fiscales additionnelles. Les externalités positives incluent également le renforcement du capital humain, la promotion de l'égalité des chances et l'amélioration de la sécurité alimentaire.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total du projet, incluant les imprévus physiques (5 %) et financiers (3 %), est estimé à 49 063 MFCFA HT, soit 57 895 MFCFA TTC. La BOAD financera l'ensemble des composantes relatives aux travaux de génie civil, aux équipements, au contrôle et à la surveillance, à l'appui institutionnel, au renforcement des capacités, aux mesures environnementales et sociales, ainsi qu'aux audits et au suivi-évaluation. L'État du Sénégal prendra en charge les études, les taxes et les éventuels dépassements de coûts, pour un montant estimé à 4 360 MFCFA. Le projet affiche un Taux de Rentabilité Économique (TRE) de 15 %, traduisant sa pertinence économique et son impact structurant sur le développement du capital humain et des chaînes de valeur agricoles.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

38. PROPOSITION DE PRET POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DU PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LYCEES TECHNIQUES PROFESSIONNELS AU BENIN : PHASE 2 DE TROIS (03) LYCEES A COTONOU, ABOMEY-CALAVI ET DJAKOTOMEY (30 000 MFCFA)**Objet**

L'opération porte sur la construction et l'équipement de trois (03) Lycées Techniques Professionnels (LTP) à Cotonou (Lycée Félicien Mouhamadou Coulibaly), Abomey-Calavi (Lycée d'Akassato) et Djakotomey, ainsi que sur le renforcement des capacités de cinq cents (500) enseignants en situation de classe et de vingt (20) inspecteurs pédagogiques, dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de l'Enseignement et de la Formation Techniques et Professionnels (SN-EFTP 2020-2025) et du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG 2021-2026).

Objectifs

L'opération porte sur la construction et l'équipement de trois (03) Lycées Techniques Professionnels (LTP) à Cotonou (Lycée Félicien Mouhamadou Coulibaly), Abomey-Calavi (Lycée d'Akassato) et Djakotomey, ainsi que sur le renforcement des capacités de cinq cents (500) enseignants en situation de classe et de vingt (20) inspecteurs pédagogiques, dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de l'Enseignement et de la Formation Techniques et Professionnels (SN-EFTP 2020-2025) et du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG 2021-2026).

Justification

L'objectif global est de doter l'économie béninoise et, par extension, l'espace UEMOA, d'une main-d'œuvre qualifiée en quantité et en qualité dans des secteurs prioritaires pour la transformation économique. Les objectifs spécifiques consistent à : (i) accroître l'offre de formation technique et professionnelle par la mise en service de nouvelles infrastructures modernes et équipées ; et (ii) améliorer la qualité de l'enseignement et le pilotage du système d'EFTP à travers le renforcement des compétences pédagogiques et d'inspection.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

Le projet permettra de former environ 3 660 jeunes par an dans des filières porteuses telles que l'énergie, le numérique, le BTP, le tourisme-hôtellerie-restauration et la maintenance automobile, avec un taux d'insertion professionnelle visé de 50 à 70 % dans les 6 à 9 mois suivant la formation. La phase de construction générera au moins 1 500 emplois équivalent temps plein. À moyen et long termes, l'insertion des diplômés, la création d'entreprises et le développement des chaînes de valeur concernées induiront des emplois indirects et induits, une augmentation de la productivité, ainsi que des recettes fiscales additionnelles pour l'État.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total du projet, hors taxes et incluant 5 % d'imprévus physiques et 3 % d'imprévus financiers, est estimé à 30 512 MFCFA. La BOAD financera intégralement les composantes relatives aux travaux de génie civil et aux équipements, au contrôle et à la surveillance, aux mesures environnementales et sociales, à la gestion du projet et à l'assistance technique, ainsi qu'aux audits et au suivi-évaluation, et contribuera partiellement à la composante « Renforcement de capacités ». L'État du Bénin prendra en charge les taxes, estimées à 5 464 MFCFA, ainsi que tout éventuel dépassement de coûts. Le projet présente un Taux de Rentabilité Économique (TRE) de 15,43 %, traduisant sa pertinence économique

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

et son fort impact sur le développement du capital humain et la compétitivité de l'économie nationale.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025**39. PROPOSITION DE PRET POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DU PROJET DE CONSTRUCTION DE 4 300 LOGEMENTS SOCIAUX ET ECONOMIQUES EN COTE D'IVOIRE – PHASE 3 DE 1 100 LOGEMENTS A YAMOUSSOUKRO ET BOUAKE (37 000 MFCFA)****Objet**

La troisième phase du projet, inscrite dans le Programme Présidentiel de Construction de Logements Sociaux et Économiques (PPCLSE), a pour objet la viabilisation des sites de Yamoussoukro (2,94 ha) et de Bouaké (6 ha) ainsi que la construction de 1 100 logements, répartis entre 420 unités à Yamoussoukro et 680 unités à Bouaké, dans le cadre de la phase d'urgence de 25 000 logements du PND 2021-2025.

Objectifs

L'objectif global est de contribuer à la résorption durable du déficit de logements en Côte d'Ivoire, estimé à environ 800 000 unités, dans un contexte de forte urbanisation. Les objectifs spécifiques consistent à : (i) offrir des logements décents et abordables aux populations à faibles revenus ; et (ii) promouvoir des mécanismes innovants d'accès au logement, notamment la location-vente, la location simple et la vente directe.

Justification

Le projet se justifie par : (i) son alignement avec le Plan National de Développement 2021-2025 ; (ii) sa contribution à la satisfaction de la demande croissante de logements en milieu urbain ; (iii) la promotion de nouveaux schémas de financement du logement social ; et (iv) sa cohérence avec l'axe 2 du Plan stratégique DJOLIBA de la BOAD relatif à la création de valeur et d'emplois productifs. Il s'inscrit également dans l'atteinte des ODD 11 (habitat décent et durable) et 8 (croissance inclusive et création d'emplois).

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

La phase 3 du projet permettra d'améliorer le cadre de vie de 1 100 ménages et de renforcer la structuration du secteur du bâtiment et des filières connexes. Sa mise en œuvre générera environ 450 emplois directs et 600 emplois indirects et induits. Elle contribuera par ailleurs à la création annuelle d'au moins 14 011 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite et à la mobilisation de 579 MFCFA de recettes fiscales indirectes et induites. À moyen terme, le développement d'écosystèmes urbains viabilisés favorisera l'essor d'activités économiques locales et la réduction de la pauvreté.

Coût et schéma de financement du projet

La phase 3 du projet permettra d'améliorer le cadre de vie de 1 100 ménages et de renforcer la structuration du secteur du bâtiment et des filières connexes. Sa mise en œuvre générera environ 450 emplois directs et 600 emplois indirects et induits. Elle contribuera par ailleurs à la création annuelle d'au moins 14 011 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite et à la mobilisation de 579 MFCFA de recettes fiscales indirectes et induites. À moyen terme, le développement d'écosystèmes urbains viabilisés favorisera l'essor d'activités économiques locales et la réduction de la pauvreté.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

**40. PROPOSITION DE PRET POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DU PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EXPLOITATION DE LA CITE MINISTERIELLE DE LOME PAR LA SOCIETE DE CONSTRUCTION DE LA CITE MINISTERIELLE (SOCOCIM) SAU, A LOME, AU TOGO (20 000 MFCFA)
PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE**

Objet

Le projet porte sur la construction et l'exploitation d'un complexe administratif moderne destiné à accueillir l'Administration publique togolaise à Lomé, dans le cadre d'un contrat de bail à construction signé le 05 juillet 2023 entre l'État du Togo et la Société de Construction de la Cité Ministérielle (SOCOCIM SAU). Il comprend la réalisation de 18 immeubles, dont 8 tours (R+8, R+12, R+13) et 10 bâtiments de type R+2.

Objectifs

L'objectif global est de contribuer à la modernisation de l'administration publique et à l'amélioration de son efficacité, à travers la mise à disposition d'infrastructures conformes aux standards internationaux. Les objectifs spécifiques visent à : (i) résorber le déficit d'espaces de bureaux lié à la croissance annuelle moyenne de 5 % des effectifs ; (ii) améliorer la qualité des services publics rendus aux usagers ; (iii) réduire la dispersion géographique des administrations dans la ville de Lomé ; et (iv) diminuer durablement les charges locatives supportées par l'État.

Justification

L'objectif global est de contribuer à la modernisation de l'administration publique et à l'amélioration de son efficacité, à travers la mise à disposition d'infrastructures conformes aux standards internationaux. Les objectifs spécifiques visent à : (i) résorber le déficit d'espaces de bureaux lié à la croissance annuelle moyenne de 5 % des effectifs ; (ii) améliorer la qualité des services publics rendus aux usagers ; (iii) réduire la dispersion géographique des administrations dans la ville de Lomé ; et (iv) diminuer durablement les charges locatives supportées par l'État.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

La mise en œuvre du projet générera environ 1 100 emplois directs et indirects en phases de construction et d'exploitation, au bénéfice d'une main-d'œuvre locale qualifiée et non qualifiée, avec une attention particulière portée à l'intégration du genre. Il contribuera au développement des filières locales du BTP, des matériaux de construction et des services connexes, et produira une valeur ajoutée annuelle estimée à plus de 11 000 M FCFA. Le projet favorisera en outre l'émergence d'un pôle administratif structurant, améliorant la productivité de l'administration et l'attractivité économique de la capitale.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût global du projet est estimé à 182 741 M FCFA TTC (159 289 M FCFA HT), dont 80 778 M FCFA TTC pour la première étape. Le financement de cette phase est assuré par un pool bancaire comprenant Coris Bank, NSIA Bank, Banque Atlantique et Société Générale pour un montant total de 34 300 M FCFA. L'intervention envisagée de la BOAD, à hauteur de 20 000 M FCFA, s'inscrit dans un financement syndiqué et permettra de boucler le tour de table, en appui au financement partiel du contrat EPC (travaux de génie civil, construction, contrôle et surveillance). Le projet présente une rentabilité satisfaisante, avec un Taux de Rentabilité Interne de 12,7 % en francs constants et 16,1 % en francs courants, traduisant sa viabilité économique et financière.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

41. PROPOSITION DE PRET POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DU PROJET DE PROMOTION DE LA FINANCE INCLUSIVE POUR L'ACCES DES POPULATIONS A FAIBLES REVENUS AUX SERVICES FINANCIERS AU BURKINA FASO (PPFI-B) : TRANCHE 3 (12 250 MFCFA)**Objet**

L'opération porte sur la mise en place, par la BOAD, d'une troisième tranche de financement en faveur du Projet de Promotion de la Finance Inclusive au Burkina Faso (PPFIB), en vue de mobiliser des ressources additionnelles destinées à renforcer l'accès des populations à faibles revenus et des micros et très petites entreprises (MTPE) aux services financiers, à travers les institutions du Système Financier Décentralisé (SFD).

Objectifs

L'opération porte sur la mise en place, par la BOAD, d'une troisième tranche de financement en faveur du Projet de Promotion de la Finance Inclusive au Burkina Faso (PPFIB), en vue de mobiliser des ressources additionnelles destinées à renforcer l'accès des populations à faibles revenus et des micros et très petites entreprises (MTPE) aux services financiers, à travers les institutions du Système Financier Décentralisé (SFD).

Justification

L'intervention se justifie par : (i) les résultats probants enregistrés lors des deux premières tranches du PPFIB financées en 2019 et 2020 ; (ii) la nécessité de poursuivre et d'amplifier la dynamique d'inclusion financière au profit des ménages pauvres, des femmes, des jeunes et des micro-entrepreneurs ; et (iii) l'alignement du projet sur la Stratégie Nationale de la Finance Inclusive (SNFI) ainsi que sur les priorités de développement économique et social du Burkina Faso.

Contribution à la création d'emplois et de richesse (Principaux résultats attendus)

La troisième tranche du PPFIB devrait permettre la création d'environ 450 emplois directs et 600 emplois indirects et induits. Elle contribuera à la dynamisation des Activités Génératrices de Revenus (AGR) dans l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, le commerce et la transformation des produits locaux. Le projet générera annuellement une valeur ajoutée indirecte et induite estimée à 14 011 M FCFA, ainsi que des recettes fiscales moyennes de 579 M FCFA par an. Il renforcera également l'autonomisation économique des femmes et des jeunes, tout en améliorant l'inclusion financière et la résilience des ménages vulnérables.

Coût et schéma de financement du projet

Le coût total hors taxes de la troisième tranche est évalué à 16 982 M FCFA (17 415 M FCFA TTC). Le schéma de financement se présente comme suit : BOAD : 12 250 M FCFA (72,13 %) ; Banques locales : 3 500 M FCFA (20,61 %) ; Institutions de Microfinance : 825 M FCFA (4,86 %) ; État du Burkina Faso : 407 M FCFA (2,40 %).

La contribution de la BOAD couvrira l'ensemble des composantes du projet, tandis que les banques locales et les IMF interviendront à travers des mécanismes de cofinancement et d'effet multiplicateur, notamment via le Fonds de facilitation et les lignes de crédit. La mise en œuvre sera assurée par l'Agence Nationale de Promotion de la Finance Inclusive (ANPFI), sous la tutelle du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Prospective, avec l'appui d'une Unité de Gestion du Projet dédiée et d'un Comité de Pilotage associant l'ensemble des partenaires techniques et financiers.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

DIFP**42. PRET EN FAVEUR DE L'ETAT DU NIGER DANS LE CADRE DE LA RESTAURATION DE LA LIQUIDITE DU SYSTEME BANCAIRE NIGERIEEN****Objet du Projet**

Le projet a pour objet, la mise en place d'un prêt de 50 000 M FCFA en faveur de l'Etat du Niger dans le cadre de son programme de restauration de la liquidité du système bancaire nigérien. De façon spécifique, le concours à l'Etat du Niger servira à doter la SONIBANK de ressources stables pour lui permettre de renforcer sa solvabilité, de rétablir ses ratios prudentiels et de poursuivre ses activités de financement de l'économie nigérienne.

Le projet cadre avec le rôle structurant de la BOAD, en cohérence avec ses orientations stratégiques visant à soutenir les Etats et le secteur marchand et en particulier contribuer au soutien de la robustesse et la pérennité du système financier de la Zone UEMOA.

Objectif

Le concours à l'Etat du Niger servira à doter la SONIBANK de ressources stables pour lui permettre de renforcer sa solvabilité, rétablir ses ratios prudentiels et poursuivre ses activités de financement de l'économie nigérienne.

Le prêt de la BOAD à l'Etat nigérien, s'inscrit dans ce programme global de soutien du système financier. Les ressources mobilisées par l'Etat, actionnaire majoritaire (32%) de la SONIBANK, à travers ce concours seront rétrocédées à la banque, afin de lui permettre : (i) de respecter ses engagements et (ii) de disposer de la liquidité pour le financement de ses emplois. A travers l'Etat et la SONIBANK, cette intervention de la BOAD devrait permettre in fine de poursuivre le soutien du développement économique du pays et du tissu industriel et en particulier les PME/PMIs du Niger et l'emploi.

Justification de l'opération

Le projet s'inscrit dans le programme global de l'Etat du Niger en vue de la restauration de la liquidité du système bancaire en considération de l'impact de la crise socio politique. Il trouve sa justification dans la volonté de l'Etat du Niger actionnaire, d'apporter son soutien à la SONIBANK qui contribue au développement socio-économique du Niger par l'offre de services financiers à un nombre important de grandes entreprises, de MPME et de particuliers

Le projet s'inscrit dans le programme holistique de l'Etat du Niger en vue de la restauration de la liquidité du système bancaire eu égard à l'impact de la crise socio-politique. Il s'inscrit également dans l'axe n°2 du plan Djoliba visant la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025**43. LIGNE DE REFINANCEMENT EN FAVEUR DE ATLANTIC FINANCIAL GROUP (AFG) MALI****Objet du Projet**

Le projet a pour objet, la mise en place d'une ligne de refinancement d'un montant de 10 000 M FCFA en faveur de AFG Bank Mali, visant à soutenir les Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME).

Objectif

AFG Bank Mali vise le renforcement des capacités productives des entreprises qu'elle accompagne. La ligne de refinancement à moyen terme permettra à AFG Bank Mali de : (i) renforcer son activité de financement à moyen terme de projets d'investissements productifs en faveur des PME/PMI ; (ii) consolider son développement et (iii) contribuer à la croissance de l'économie nationale.

Justification de l'opération

La justification de la ligne de refinancement à moyen terme réside dans les considérations ci-après : (i) l'engagement de AFG Bank Mali à renforcer et à consolider sa stratégie de positionnement sur le segment des PME/PMI, en finançant des projets d'investissements productifs relevant des secteurs porteurs de développement et pourvoyeurs d'emplois. Cet engagement s'est traduit, au cours des dernières années, par un accroissement des crédits à moyen terme dont l'encours, au 31.12.2024, ressort à 66 237 M FCFA, représentant 41% de l'encours net des créances. L'encours des créances en faveur des PME ressort à 35 914 M FCFA ; (ii) l'existence d'un pipeline de projets d'un montant de 12 558 M FCFA et (iii) la nécessité pour AFG Bank Mali d'accompagner le développement et renforcer le soutien en faveur de sa clientèle PME.

Le projet s'inscrit également dans le Plan DJOLIBA en son axe opérationnel n° 2 relatif à la contribution à la création de valeurs et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé.

Financement

Financement de l'opération : 10 000 M FCFA.

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025**44. PRET A COURT TERME EN FAVEUR DE BGFIBANK COTE D'IVOIRE****Objet du Projet**

Le projet a pour objet, la mise en place d'une ligne de refinancement à court terme de 10 000 M FCFA en faveur de BGFIBank CI pour le financement partiel de la campagne cacao et cajou 2025-2026 en Côte d'Ivoire.

Objectif

L'objectif visé est de renforcer les ressources financières à court terme de BGFIBank Côte d'Ivoire, pour lui permettre de financer les besoins de trésorerie de ses clients intervenant dans les filières cacao et anacarde en Côte d'Ivoire.

De façon spécifique, la présente ligne contribue au soutien des entreprises qui collectent, transforment partiellement et exportent la fève de cacao, la noix et l'amande de cajou. A ce titre, au travers des revenus générés en faveur des producteurs, l'opération contribue notamment à la sécurité alimentaire et la facilitation de l'accès à la nourriture.

En outre, la réalisation de l'opération de refinancement de la BGFIBank CI pourrait avoir des effets d'entraînement positifs sur certaines branches d'activités à savoir, les transports et télécommunication, les autres services et les autres industries.

Justification de l'opération

Le projet s'insère dans le Plan National de Développement (PND 2021-2025) en son pilier N° 2 « le développement du secteur privé et de l'investissement » et le Plan stratégique Djoliba 2021-2025 de la BOAD, notamment en ses axes opérationnels n°2 et 3 relatifs respectivement : (i) à la contribution à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé et (ii) au renforcement de la résilience au changement climatique (projet ayant des activités qui contribuent significativement à l'égalité de genre et à la lutte contre la pauvreté).

L'opération se justifie par les considérations essentielles suivantes : (i) l'importance des filières cacao et cajou dans l'économie ivoirienne et (ii) l'orientation stratégique de la BOAD visant à soutenir les chaînes de valeur agricoles des pays de l'UEMOA.

A travers le plan stratégique 2021-2025, la BOAD s'est engagée à contribuer au financement des chaînes de valeur agricoles avec notamment, la promotion des chaînes d'approvisionnement avec pour objectifs le développement, l'accroissement et la diversification des revenus et des opportunités économiques en milieu rural, à travers des améliorations dans l'organisation et les performances des chaînes d'approvisionnement (de la production à la mise sur le marché) des filières agricoles.

Les filières cacao et cajou en Côte d'Ivoire, de par leur organisation, sont intégratrices de chaînes de valeur en ce sens qu'elles regroupent des producteurs, des entreprises de collecte, des exportateurs et des transformateurs locaux.

Financement

Financement de l'opération : 10 000 M FCFA

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025**45. LIGNES DE REFINANCEMENT EN FAVEUR DE BMS AU MALI (KFW : 8 000 M FCFA ET ROGEAP : 7 000 M FCFA)****Objet du Projet**

Le projet a pour objet, la mise en place de lignes de refinancement d'un montant global de 15 000 M FCFA en faveur de la BMS SA visant à : (i) soutenir les Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et (ii) développer l'électrification solaire hors réseau.

Objectif

Ces ressources permettront à la BMS SA (i) d'accroître son activité de financement à moyen terme de projets d'investissements productifs en faveur des PME/PMI, mais aussi dans les énergies renouvelables ; (ii) d'accélérer son développement et (iii) de contribuer à la croissance de l'économie nationale.

Justification de l'opération

La justification des lignes de refinancement réside dans les considérations ci-après : (i) l'engagement de la BOAD et de la BMS SA à accompagner les PME/PMI par des financements adaptés à leurs besoins à moyen terme notamment ; (ii) favoriser l'accès à l'énergie renouvelable, notamment les kits solaires dans des zones rurales et (iii) l'existence de pipelines de projets d'un montant global de 42 959 M FCFA, dont 24 014 M FCFA au titre des projets de PME et 18 945 M FCFA au titre des projets d'énergie solaire, qui pourraient être partiellement imputés sur les concours éventuels de la BOAD.

Le projet s'inscrit également dans le Plan DJOLIBA en ses axes opérationnels n°1, 2 et 3 relatifs respectivement : (i) au renforcement de l'intégration régionale ; (ii) à la contribution à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé et (iii) au renforcement de la résilience au changement climatique.

Financement

Financement de l'opération : 15 000 M FCFA (Ligne KFW : 8 000 M FCFA et Ligne ROGEAP : 7 000 M FCFA)

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025**46. PRISE DE PARTICIPATION DANS LE CAPITAL SOCIAL DE LA BANQUE INTERNATIONALE POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE – BIIC AU BENIN****Objet du Projet**

Le projet a pour objet, la prise de participation de la Banque au capital de la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce (BIIC).

Objectif

L'objectif visé est de permettre la réduction de la participation de l'Etat dans le capital social de la BIIC, leader sur le marché bancaire béninois. L'entrée de la BOAD dans le capital de la BIIC permettra de rehausser le tour de table de l'établissement avec la participation d'une Institution financière sous régionale.

Justification de l'opération

Le projet est essentiellement justifié par : (i) la cohérence de ses activités avec la mission de la Banque visant à soutenir les Etats dans leur développement ainsi que le secteur privé. En effet, la BIIC accompagne de manière significative l'état du Bénin dans la réalisation de ses projets d'infrastructures ainsi que le privé et les PME/PMI dans le financement des activités productives; (ii) l'appui à la gouvernance de BIIC, au regard de l'expertise et de l'expérience de la BOAD ; (iii) par ailleurs, BIIC dégage une bonne rentabilité qui devrait assurer un rendement satisfaisant pour la Banque en cohérence avec les règles retenues par la stratégie de prise de participation de la Banque.

Sur le plan stratégique, le projet cadre avec la mission de développement de la Banque et est en cohérence avec l'axe 2 du Plan stratégique Djoliba, visant la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé.

Financement

Financement de l'opération : 10 000 M FCFA

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025**47. PRISE DE PARTICIPATION COMPLÉMENTAIRE DANS LE CAPITAL DU FONDS CAURIS IV****Objet du Projet**

Le projet a pour objet, la prise de participation complémentaire de la BOAD au capital du Fonds Cauris IV pour un montant de 10 000 M FCFA dans le cadre du closing initial prévu en janvier 2026.

Objectif

L'objectif visé est notamment d'investir dans des PME/PMI recherchant du capital et de l'expertise, en vue d'exploiter les opportunités de croissance dans l'UEMOA, ou d'expansion dans des régions cibles (pays de la CEDEAO hors Nigéria et Afrique centrale francophone), soutenant ainsi la création d'emplois et de richesse.

Justification de l'opération

Le projet est justifié par : (i) l'insuffisance du financement à moyen et long terme des PME/PMI dans les régions ciblées et dans l'UEMOA notamment ; (ii) le potentiel et la transformation de l'industrie du capital-investissement dans les régions ciblées ; (iii) l'expérience et l'expertise avérées de Cauris Management ; (v) le bilan positif de la coopération avec Cauris Management et (iv) l'intérêt de l'opération pour la Banque.

Financement

Financement de l'opération : 10 000 M FCFA

FICHES DES PROJETS FINANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

48. PRISE DE PARTICIPATION DE LA BOAD AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ DE CAJOU DE GUINÉE-BISSAU**Objet du Projet**

Le projet a pour objet, la prise de participation de la Banque au capital de la SOCA GB pour un montant de 600 M FCFA.

Objectif

L'objectif de l'opération est de contribuer à atteindre un taux de transformation locale de 50% à l'horizon 2030 en vue d'accroître la valeur ajoutée de la filière cajou et les revenus des acteurs du secteur, notamment les producteurs.

Justification de l'opération

Le projet est justifié par (i) la contribution à la transformation locale de cajou ; (ii) l'existence d'un marché international du cajou et (iii) l'intérêt de l'opération pour la Banque.

Pour la mise en œuvre de l'axe n° 2 « Transformation locale de la production », il a été retenu de mettre en place une Société d'Economie Mixte (SEM) avec un actionnariat composé du secteur privé (80%), de l'Etat de Guinée-Bissau (5%), des producteurs (3%) et de la BOAD (12%). La présence de la BOAD au tour de table du capital social a été motivée par la nécessité de contribuer au renforcement de la gouvernance de la société de projet, notamment pendant la phase d'implémentation et de démarrage de l'exploitation.

La présente opération s'inscrit dans le cadre dans la stratégie du Gouvernement bissau-guinéen visant à promouvoir le développement socio-économique, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. Elle s'inscrit également dans le Plan Djoliba 2021-2025, notamment en son axe 2 « *contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé* » et son axe 3 « *renforcer la résilience au changement climatique* ».

Financement

Financement de l'opération : 600 M FCFA